

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 2 SEPTEMBRE 1977 - N° 496

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

- 1,4 milliards pour le bâtiment
- Desserrement du crédit
- Relèvement de l'allocation scolaire

## LA RELANCE... ... ELECTORALE

### A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple reprend sa place. Après une brève interruption liée à la période des congés, nos lecteurs, en même temps qu'ils reprennent le travail s'ils ne l'ont pas fait en août, retrouvent leur quotidien. Avec une légère modification cependant, puisque l'heure de parution du journal a été modifiée, et qu'il n'est plus maintenant journal du matin, mais journal du soir.

Cela veut dire pour nos lecteurs de Paris et la région parisienne qu'ils pourront disposer du Quotidien du Peuple en début d'après-midi, et que le journal sera distribué non seulement chez les dépositaires habituels où ils le trouvaient déjà, mais aussi chez les « camelots », ces marchands de journaux installés dans des guérites en bois ou en toile à proximité des métros, et spécialisés dans la vente quasi-exclusive des journaux du soir.

Cela veut dire pour nos lecteurs de province que leur journal acheminé de Paris vers leur région dans l'après-midi et dans la soirée, pourra être distribué tôt le matin, en même temps que les journaux locaux, ce qui, dans un certain nombre de cas, n'était pas possible jusqu'à présent, puisque les journaux « nationaux » étaient souvent distribués par une deuxième tournée nettement plus tard.

(Suite page 7)

« Ce n'est pas le moment de changer de cap, en politique économique et financière » a déclaré Barre en sortant du conseil des ministres.

Cela donne la mesure de l'allocation supplémentaire qu'il a décidé d'accorder par enfant scolarisé (300 F de plus que l'an passé) pour les

familles aux plus bas revenus (moins de 3 200 F mensuels et au moins deux enfants à charge).

Continuer la politique sévère d'austérité, subventionner le patronat en difficulté, dégonfler artificiellement le chiffre du chômage en renforçant les contrôles, organiser

une campagne visant à faire passer les chômeurs pour des tire aux fiânes, suggérer enfin qu'un certain desserrement au blocage des salaires est possible à la veille des législatives, semble bien être la tactique envisagée par le gouvernement pour les mois à venir.

### 1038 CHÔMEURS A MONTEFIBRE



### L'ECHEANCE DU 5 SEPTEMBRE

(Lire notre reportage en p.12)

### SÉGUY - MAIRE : « BEAU FIXE »

#### Plus que 6 mois pour préparer l'après-78...

Rentrée syndicale avant l'heure : mercredi après-midi, les délégations des directions confédérales CGT et CFTD se sont rencontrées pour procéder à « un large échange de vues » sur la situation politique et sociale. Le communiqué final qui a clôturé cette réunion de plus de deux heures insiste particulièrement sur le climat de bonne

entente entre les deux états-majors confédéraux. On s'y est mis d'accord sur le principe d'une « relance de l'action... » par branche et par région. En revanche, Séguy et Maire ont été moins bavards quant aux tractations sur... l'après-78. Ce n'est pourtant pas la moindre de leurs préoccupations aujourd'hui.

(Voir page 3)

CHATENAY MALABRY,

L'EXPERTISE BALISTIQUE CONFIRME

## Le brigadier Marchaudon a tiré à «bout touchant» sur Boukhezer

Le brigadier Marchaudon a menti, les experts désignés par le parquet de Nanterre sont formels, Boukhezer a été tué de plusieurs balles tirées de près dans le dos, dont une «à bout touchant». C'est la troisième «bavure» du brigadier Marchaudon qui est toujours en activité.

(Voir p.4)

### Apalategui en danger de mort

Selon son avocat, maître François Balique, qui lui a rendu visite, Mi hel Apalategui, le militant basque de l'ETA, est dans un grave état. Il est question de l'hospitaliser dans les heures qui viennent ; depuis plusieurs jours, il fait la grève de la faim pour obtenir sa libération. Détenu à Marseille, Apalategui est au centre de sordides transactions entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol.

### Manufrance : plan de liquidation annoncé : 13 500 licenciements

Le plan annoncé par les curateurs pour «sauver» Manufrance n'est qu'un plan de liquidation. S'il est appliqué il aboutira à 13 500 licenciements. Sanguedolce maire PCF de St Étienne se plaint de ce que les curateurs n'aient pas pris l'avis des cadres et des syndicats.

(Voir p.3)

### Barre a augmenté l'allocation rentrée de 300 F

Les achats pour la rentrée scolaire sont commencés. Comme chaque année, on constate en les faisant que les prix ont fait un bond. L'allocation de rentrée de Barre, face au coût de la rentrée pour ceux qui pourront la toucher en octobre (après la rentrée) est loin de faire le compte.

(Voir p.5).

## PROGRAMME COMMUN VERSION 77

L'ENTENTE FORCÉE  
DES FRÈRES ENNEMIS

par Nicolas DUVALLOIS

● Au plus fort de la polémique entre les partis de gauche, dans sa phase ascendante du mois d'août, Marchais lâche dans l'Humanité qu'«on est bien loin de l'accord», quelques soixante-dix points de désaccord subsistant avant le sommet prévu à la mi-septembre. Réponse de Mitterrand, deux semaines plus tard : ce fameux sommet n'aura à traiter que «trois ou quatre grandes questions», et quelques heures suffiront pour en venir à bout... Soixante-dix sujets précis ou trois ou quatre grands groupes de questions, le problème est en fait le même : il s'agit pour le PCF et pour le PS d'arriver à ce fameux programme commun version 77, dont le but est d'unir, un peu plus ou un peu moins — là est la question — des projets à moyen terme contradictoires. Notons au passage que ceux qui, d'un côté comme de l'autre, parlaient d'une simple «réactualisation», sont aujourd'hui bien discrets : tout le monde en convient : c'est bien d'une re-négociation qu'il s'agit, comme nous l'avons maintes fois souligné.

L'ampleur de la contradiction entre d'une part la nécessité d'une alliance pour gagner les élections et d'autre part les divergences radicales quant au fond est telle que chacun à sa manière, cet été, a joué carte sur table : la «stratégie du soupçon» a en effet joué à plein : le PCF soupçonnant son «partenaire» d'envisager à terme un renversement d'alliance, le PS soupçonnant son «partenaire» d'avoir en tête un projet précis et contradictoire. Il va falloir maintenant pour chacun rentrer les cartes : l'accession au pouvoir qu'ils veulent l'un et l'autre est à ce prix, celui de la duperie des travailleurs.

LES  
NATIONALISATIONS

De ce point de vue, la polémique et les multiples déclarations qui l'ont alimentée ont clarifié les choses :

— Le PCF maintient sa proposition d'ajouter aux 3 nationalisations prévues celles de la Sidérurgie, de la Compagnie Française des Pétroles Total, et de Peugeot-Citroën - le PS s'y oppose.

— Le PCF souhaite que l'ensemble des filiales des groupes concernés soient elles aussi nationalisées, le PS non seulement s'y oppose, mais évoque le fait que seuls les holdings et «certaines filiales majoritaires qui jouent un rôle essentiel dans la stratégie du groupe, notamment en occupant une situation de monopole sur certains marchés» pourront être nationalisées (J. Attali). Ce même Attali ajoute à l'intention du PCF : «Certaines autres filiales seront rendues au secteur privé pour créer des petites et moyennes entreprises dynamiques». Divergence de fond donc. Outre les questions somme toute secondaires concernant l'indemnisation des actionnaires ou le maintien ou non de la «petite phrase» permettant de nationaliser «au cas où les travailleurs le demandent», il s'agit donc pour les partis de gauche de s'entendre sur le degré d'étendue des entreprises à gestion démocratique : Colpin, du Bureau Politique du PCF, l'exprimait clairement dans *Le Monde* : «La gestion démocratique serait beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans une société où subsisteraient des capitaux privés».

Dernière pièce de ce dossier nationalisations : la gestion démocratique justement, le PCF entend bien par CGT interposée accentuer sa main-mise sur les travailleurs des entreprises nationales. Le PS essaye de le contourner sur sa gauche en proposant que tous les travailleurs, même les non-syndicalistes, puissent se présenter aux Conseils d'Administration, ceci bien sûr pour diminuer le poids de la CGT.

LE CALENDRIER  
D'APPLICATION

La querelle porte pour une part importante sur l'application des mesures dites «sociales», qui sont, depuis 72, un des principaux pourvoyeurs de voix en faveur du programme commun. La question est donc d'importance pour la gauche, car il s'agit de s'assurer aux législatives les voix des travailleurs qui, sans se faire d'illusions, pensent «qu'on aura au moins ça». «Ça», c'est principalement le SMIC, les allocations familiales et le minimum vieillesse. Le PS (et le MRG) proposent le SMIC à 2200 francs... au 1<sup>er</sup> août 78 ! C'est-à-dire ce qu'il sera, à peu près, de toute façon, compte tenu de son augmentation systématique avec la hausse des prix. Le PCF propose 2200 francs plus environ 8% correspondant à la hausse des prix d'ici avril 78, soit 2400 francs. Il souhaite également le minimum vieillesse à 1200 francs en avril (le PS 1200 francs en août) et une augmentation de 50% des allocations familiales (le PS souhaite une augmentation beaucoup plus modérée). Dans ce domaine chiffré, le PCF peut à bon compte jouer au «parti proche des préoccupations des travailleurs», et, une fois encore, se dédouaner de son «partenaire».

C'est le calcul qu'il fait. Le PS, lui, raisonne en l'occurrence beaucoup plus ouvertement en gestionnaire du capitalisme type Barre. Attali, encore lui, laisse clairement entendre que si une augmentation des salaires est nécessaire «parce que le PS est un parti de gauche», plus celle-ci sera modérée et plus l'économie (capitaliste) s'en portera bien.

Il est vrai que plus que sur le SMIC, qui concerne directement des centaines de milliers de travailleurs, c'est sur le maintien

A vrai dire, les quatre grands dossiers auxquels va être confronté le trio Marchais - Mitterrand - Fabre (nationalisations, calendrier d'applications, défense nationale et institutions) ne sont pas nouveaux, et n'expliquent pas à eux seuls la violente polémique de ces dernières semaines, avec sa «stratégie du soupçon», ses attaques ouvertes et ses multiples insinuations. Il y a pourtant un fait qui apparaît avec une netteté de plus en plus grande : le PS entend bien jouer un jour son rôle de parti-charnière. En témoigne le débat lancé par le CERES sur l'existence d'une «ligne Soares» dans le parti de Mitterrand, en témoigne aussi le récent sondage où 40% de l'électorat PS déclare être partisan d'un gouvernement «socialiste» homogène. L'alliance forcée du PC avec un tel parti socialiste, dont aucune des positions n'est contradictoire avec les thèses giscardiennes, ne peut que mettre Marchais en difficulté. Plus qu'une volonté de transformer fondamentalement les choses, la polémique lancée par Marchais

est avant tout un signe de faiblesse : qu'il accepte «l'actualisation», sauce PS sans rachigner et le voilà avançant ouvertement sa complicité avec un parti bourgeois traditionnel. Qu'il se montre suffisamment intransigent, et il court le risque de voir se rompre l'Union de la gauche, marche-pied indispensable pour les projets révisionnistes.

Entre les deux, le chemin se rétrécit. En choisissant d'engager une violente polémique, en essayant de la faire durer le plus longtemps possible — et donc en essayant de retarder la signature du programme commun modèle 77 — le PCF tente de préserver l'avenir. Il espère, piètre manœuvre, se dédouaner de la politique d'austérité et d'exploitation que mènera la «gauche unie», et surtout de la critique qu'en feront inévitablement les masses. Il espère préparer une porte de sortie en mettant sur le dos du PS l'inévitable politique anti-populaire. Mais les faits sont là.



72-77 : d'un programme commun à l'autre, le rapport de force a bien changé.

ou l'augmentation du pouvoir d'achat des cadres qu'a porté la polémique : le PS veut une échelle de 1 à 7, le PC de 1 à 5. Il s'agit toujours des salaires bien sûr, et pas des revenus des patrons et autres professions libérales...

LA DEFENSE  
NATIONALE

Derrière les vifs accrochages à propos de la force de frappe se profile une autre divergence de taille : le premier ministre Mitterrand aura-t-il ou non les mains libres, pourra-t-il ou non user à sa guise du système du référendum ? (voir ci-après la question des institutions). Il est aujourd'hui difficile de démêler ce qui est tactique de négociation et

positions propres de chaque parti : n'a-t-on pas entendu Marchais dire le contraire de ce qui est inscrit dans le rapport Kanapa sur la force de frappe au Comité Central de mai 1977 ? Kanapa s'opposait à la stratégie anti-cité (pointer les missiles contre les villes avant les objectifs militaires), Marchais s'y est déclaré «favorable provisoirement». Kanapa parlait d'un «maintien en l'état» de l'arme nucléaire, Marchais admet «qu'il faudrait bien moderniser pour conserver l'aspect dissuasif, avant le désarmement général souhaité». De son côté, Mitterrand maintient l'ambiguïté : son parti est assez largement divisé, et la position du PS ne sera fixée que lors d'une Convention Nationale en décembre. Ce qui n'empêche pas Mitterrand d'être prêt dès maintenant à engager l'ensemble du PS... tout en

souhaitant, «pour plus tard», un référendum.

En fait, derrière ces ambiguïtés et ces manœuvres, il y a certes des choix radicalement différents en matière de politique extérieure, mais il y a aussi des arrière-pensées directes inscrites dans la situation politique française. Le flou des positions respectives permet un accord, comme le prouve le compromis issu du «groupe des 15», qui ménageait la chèvre et le chou. La volonté depuis longtemps exprimée par le PCF de se rallier l'électorat gaulliste traditionnel explique en partie l'insistance sur la défense «tous azimuts», de même que celle d'enrayer le glissement atlantiste giscardien, que le PS ne semble guère vouloir remettre en cause. Le flou et la division du parti de Mitterrand sur cette question, et surtout l'évocation du fameux référendum, voilà qui offrait au PCF la possibilité d'engager la polémique. Il n'y a pas manqué.

## LES INSTITUTIONS

Entendant bien poursuivre sa conquête d'un maximum de postes d'élus, le PCF est favorable au système de la proportionnelle dans toutes les élections - le PS, lui, voudrait limiter la proportionnelle aux législatives et aux sénatoriales. Plus discrètement, les négociations ont aussi porté sur les postes ministériels : le PCF aurait proposé la création d'un ministère du plan (pour lui) et la séparation de l'actuel ministère de l'Intérieur en ministère de l'ordre public d'une part, et des collectivités locales (pour lui encore) d'autre part. Là-dessus, le PS se tait. Mais dans ce domaine, la grande divergence, c'est celle du programme de gouvernement. Mitterrand entend bien garder une marge de manœuvre la plus grande possible, au contraire du PCF qui veut s'assurer l'avenir dans le cadre d'un programme et d'un calendrier on ne peut plus strict. D'où l'éclat de Marchais après la proposition de référendum : si chaque «grande question» fait l'objet d'un référendum, pourquoi pas un référendum sur les nationalisations, pourquoi pas un référendum sur la politique extérieure, etc... Que resterait-il alors du laborieux programme commun ?

Rencontre Séguy-Maire

# PREPARER UNE NEGOCIATION AVEC LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE

● C'est mercredi dernier que s'est tenue au siège de la *Vie Ouvrière* à Paris la réunion de rentrée des directions confédérales CGT et CFDT sous la conduite de Georges Séguy et Edmond Maire. «L'action sera à l'ordre du jour» avait-on annoncé de part et d'autre. Avant la réunion, Edmond Maire déclarait que cette rentrée se ferait «sous le signe d'une action résolue pour la création d'emplois, contre les licenciements et pour le pouvoir d'achat». Et Séguy, notant que «pour qu'il y ait une rentrée, il faudrait qu'il y ait eu une sortie» prédisait «des luttes nombreuses par entreprises, branches d'industrie, et peut-être une action d'ensemble».

Malgré les déclarations, les problèmes de l'action revendicative n'auront sans doute pas été les seuls qui motivaient cette réunion de rentrée avant l'heure. A titre d'exemple de ces actions «par branches» qui vont à nouveau s'égrener au fil des semaines à venir, il n'est proposé qu'une heure de grève, le 6 septembre, lors de la réouverture des négociations salariales pour lesquelles ces mêmes travailleurs de l'EDF ont déjà été appelés à manifester six fois depuis le début de l'année.

Il s'agissait surtout de voir comment passer les six mois qui nous séparent des élections de 78 et de s'entendre plus précisément sur la meilleure manière d'affronter les lendemains de cette échéance décisive.

Il y a quelques jours, le secrétaire de la CFDT mettait l'accent sur le problème de l'heure pour les direc-

tions syndicales : «Il s'agit d'élaborer les propositions et de fixer les conditions syndicales à une négociation avec le gouvernement de gauche». Au moment où les feux de l'actualité sont braqués sur les partis du programme commun, sur les rebondissements de leurs divergences, ces discussions intersyndicales sont d'importance.

Au lendemain d'une victoire de l'union de la gauche, la situation a de fortes chances d'être périlleuse pour la coalition PS-PC. Après des mois où on aura fait patienter les travailleurs, où on aura freiné leurs luttes, tout en étalant les promesses, ils exigeront que leurs revendications les plus urgentes soient immédiatement satisfaites. Dans cette situation, le rôle des syndicats peut être décisif pour le maintien de la gauche au pouvoir.

## «NOUS AVONS LA MÊME DÉMARCHÉ»

Dès aujourd'hui, ils se préparent à cette situation. En juin, lors de la parution des plates-formes, CGT et CFDT, les dirigeants de la CGT avaient mis l'accent sur ce qui unissait les deux syndicats, minimisant à l'évidence les points de désaccord.

Parmi ces convergences, il en est une de taille, comme le dit Krasucki : «La CFDT est contre les débordements irresponsables, et nous contre la surenchère». Pour Maire, il s'agit de «maîtriser les rapports entre l'action gouvernementale et l'action des masses». On ne peut être plus clair.

Cet accord de fond remet à leur place toutes les tentatives des directions CGT et CFDT de se démarquer de l'union de la gauche. Pour la direction de la CGT, on aurait du mal à voir en quoi les propositions se distinguent de celles du PCF, sur les nationalisations ou autre. En réalité, le PCF tient là un moyen de pression contre son allié. «Il ne saurait être question, pour la CGT, de consentir demain à la gauche les sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite», déclarait Séguy. Le cheval de bataille qu'il enfourche est le même que celui de Marchais : «Le SMIC sera-t-il à 2 200 F

base d'avril 77, ou 2 200 F base de mars 78». C'est le PS qui est visé.

Pour la CFDT, les choses sont moins simples. Le 17 août, E. Maire accordait au *Monde*, une interview qui a fait grand bruit, dans laquelle il mettait tous les partis de gauche dans le même sac, du moins en apparence. C'est que dans la CFDT, le PS inspire de plus en plus de méfiance. E. Maire n'a d'autre choix, s'il veut maintenir un minimum d'unité dans la CFDT, que d'invectiver la gauche, que de poser les questions que posent une bonne partie des militants. Il en va de la «crédibilité de l'orientation autogestionnaire», comme il dit. D'une part, il tente de reprendre les aspirations, les questions des militants, de l'autre, il donne des réponses qui toutes ramènent à la gauche : «L'importance du mouvement syndical et la nécessité de son action dans l'union des forces populaires ont rarement été aussi grandes», conclut-il. La marge de manœuvre n'est pas large, car bon nombre de militants ne sont pas prêts à donner un chèque en blanc à la gauche.

C'est bien l'urgence pour les dirigeants confédéraux d'avancer dans la résolution de ces problèmes, l'incertitude qui plane sur l'après-78, qui motivent la tenue de réunions comme celle de mercredi.

## Manufrance plan de liquidation

Les curateurs chargés de trouver une solution pour Manufrance ont remis leurs conclusions mercredi. Ils proposent un véritable plan de liquidation de l'entreprise stéphanoise. En effet ils demandent d'accepter le licenciement de 560 employés de Manufrance et de 13 000 employés des entreprises sous traitantes.

Le «plan de sauvetage» qu'ils ont élaboré suppose la prise de participation majoritaire d'un partenaire «La Redoute» ou «Les 3 Suisses», la collaboration de la municipalité et des prêts des pouvoirs publics.

A l'annonce de ce plan, Sanguedolce, maire PCF de St Étienne et à ce titre administrateur de Manufrance a déclaré : «Les curateurs se sont écartés de leur mandat. Ils devaient examiner les chances de redressement de l'entreprise qui peuvent tenir à des facteurs très divers : politique nouvelle de production ou de vente... Ils n'ont tenu aucun compte des propositions des syndicats et des cadres. Voilà pourquoi nous disons non car ce plan est dangereux pour Manufrance... Il y a déjà 9 000 chômeurs à St Étienne...». Mais Sanguedolce n'a pas fait de propositions pour s'opposer au plan de liquidation des curateurs, il a seulement dégagé ses responsabilités en cas de liquidation sur les curateurs : «Si Manufrance, la meilleure entreprise de St Étienne qui continue à vendre et bien vendre en vient à éclater ce sont les curateurs qui seront responsables».

Les syndicats de l'entreprise se sont réunis pour examiner les propositions des curateurs.

## Imprimerie Lang menacée de fermeture

Les délégués de l'imprimerie Lang n'ont pas été reçus par le ministre de l'Industrie, qui s'est contenté de prendre note des propositions et des positions syndicales. Le 23 septembre, ce tribunal de commerce doit se prononcer sur le sort de Lang, imprimerie de laur, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui emploie 960 ouvriers. En 65, elle en employait 2 800.

D'autres imprimeries licencient : la Néogravure (923 licenciements), Victor Michel à Arcueil, Draeger à Montrouge.

## La grève du zèle des aiguilleurs

Les aiguilleurs du ciel, en grève du zèle jusqu'au 5 septembre, ont décidé, sur proposition de leurs collègues anglais, de coordonner leur action avec les contrôleurs aériens espagnols.

## Séguy - Maire

### CONVERGENCES ET DIVERGENCES

#### Les salaires et les revenus

Séguy : «Nous ne voyons pas pourquoi une décision unilatérale fixerait unilatéralement la hiérarchie de 1 à 6 par exemple. Les revenus, j'en connais qui sont de 10 à 50 fois supérieurs au SMIC. (...) Il faut s'en prendre aux grandes sociétés, à ceux qui récupèrent les richesses nationales. Il y a très peu de salaires supérieurs à 14 000 ou 15 000 francs. Nous demandons pour eux la garantie du pouvoir d'achat. Il est absurde de dire qu'il faut les réduire pour financer l'augmentation du SMIC.»

(interview à Europe 1 - 30 août)

Maire : «Si l'on veut massivement augmenter le SMIC, les prestations familiales et de vieillesse ... et en même temps éviter l'inflation, il ne suffit pas pour financer ces mesures d'imposer le capital et les grosses fortunes. La redistribution doit être plus large. (...)

Si l'on n'opère pas une ponction importante sur les hauts revenus, il y aura inflation et annulation des progrès réalisés pour les plus modestes. (...) Les smicards, les familles, les personnes âgées craignent que les promesses faites actuellement ne soient pas

tenues puisqu'on n'en indique pas le moyen de réalisation sans inflation.»

(Interview au *Monde* - 12 août.)

#### «L'Etat étranger au peuple»

Maire : «Je dirai même que l'essentiel de la classe politique y compris de gauche, a une conception de l'Etat abstrait, dominateur, étranger au peuple, qui ne peut que susciter les réserves de syndicalistes autogestionnaires. Pour parler en image, peut-il y avoir des relations égalitaires entre ce que l'on appelle aujourd'hui un «homme d'Etat» et une femme du peuple ?»

#### L'entente CGT-CFDT et la gauche

Séguy : «Nous avons fait connaître presque simultanément au mois de juin nos propositions, celle de la CFDT et celle de la CGT. (...) C'est à partir de ces propositions et de ces solutions que nous entendons négocier avec un éventuel gouvernement de gauche et les patrons. S'il est possible de nous mettre d'accord avec nos camarades de la CFDT sur un certain nombre d'objectifs, nous pensons que ce serait une bonne chose.»

(interview à Europe 1 - 30 août)

Maire : «Nous avons la conviction - et c'est pour cela que nous avons établi notre plateforme de revendications et d'objectifs - que si le mouvement syndical, et notamment la CFDT, ne développe pas une mobilisation très vigoureuse au fil des mois à venir, effectivement nous risquerions demain d'avoir des désillusions. L'importance du mouvement syndical et la nécessité de son action pour l'union des forces populaires ont rarement été aussi grandes.»

(interview au *Monde*)

# manifeste

# pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

## LUTTES OUVRIERES

Saint Christol les Ales

# FURNON DEMISSIONNE... ET PERSISTE

La manufacture de confection de St Christol-les-Ales est fermée depuis mercredi, pour deux jours. Mardi, son PDG, Furnon, annonçait sa démission «dans une lettre ouverte aux magistrats et aux syndiqués politisés». «Je quitte mon entreprise et abandonne toute décision la concernant. Les pouvoirs publics se débrouilleront avec cette situation inextricable qu'ils ont créée en refusant l'évidence et le bon sens». Le bruit court qu'il a l'intention de transférer ses activités au Maroc.

Gérard Furnon, PDG, par ailleurs président du «Comité de défense de l'entreprise», refuse comité d'entreprise, délégué du personnel et sections syndicales : «Une entreprise, c'est une grande barque, il faut un barreur pour donner la cadence et tout le monde doit ramer dans le même sens ; quant à ceux qui persisteront à ramer à l'envers et donc ne pourront qu'empêcher la barque d'avancer, soyez en sûr, et ce sera mon premier devoir, je n'hésiterai pas une seconde à les mettre à l'eau afin de sauver les autres occupants...»

C'est ce qu'il a fait. Le 21 avril dernier, les ouvrières syndiquées, ou même supposées telles, se virent refuser l'accès de l'atelier.



Quelques ouvrières «non syndiquées» de Furnon mercredi dernier devant le ministère du travail

Furnon décidait de parquer ces 54 ouvrières «pestiférées» dans un local spécial, pour empêcher la contamination des autres. Celles qui continuent à travailler sont soumises à de multiples pressions : beaucoup sont immigrées, avec un contrat à durée limitée. Depuis, malgré plusieurs condamnations en référé, Furnon refuse de réintégrer normalement les ouvrières syndiquées.

Le 13 juillet, la CGT signait un accord avec Furnon, acceptant un horaire différent (9 heures) pour les syndiquées, et le

local annexe. Mais les ouvrières refusent d'être parquées. Tous les matins, elles se présentent au travail, tous les matins elles sont refoulées, parfois à la manière forte. Le conflit dure, Furnon crée une deuxième entreprise, une société anonyme. Il licencie toutes les ouvrières non syndiquées de l'entreprise d'origine, et les réembauche aussitôt dans la nouvelle. Il pense donner ainsi une structure économique et juridique à la ségrégation qu'il a opérée. Le jugement de l'assignation en référé, sur

cette pirouette de Furnon, sera rendu lundi.

Mercredi après-midi, une partie de non-syndiquées tentait d'être reçue par Beullac, qui les a renvoyées au plan départemental. Personne, dans cette affaire, ne veut aller jusqu'au bout : les décisions de justice, qui contraignent en principe Furnon à réintégrer ses ouvrières à leur poste, ne sont pas appliquées. L'affaire Furnon, dans cette région dominée depuis des années par la gauche, prend une certaine valeur de test, pour l'après-78.

A Messenger, contre une reprise abusive

## Les Pellerin remportent une victoire

Extrait A.P.L. Ouest

Depuis 1964, Marie et Charles Pellerin exploitaient la ferme de la «Pinsonnière» que Clovis Retier leur louait.

En 1972 Jacqueline Retier déclare vouloir reprendre cette ferme pour s'y installer et le père donne congé aux fermiers.

Or, la loi sur les baux ruraux est formelle : le bénéficiaire de la reprise (ici Jacqueline Retier) doit s'engager à exploiter personnellement la ferme pendant 9 ans.

A Messenger, tout le monde sait bien que Jacqueline Retier est institutrice à Cholet et qu'en réalité, c'est le père, cadre de la SNCF, qui exploitera réellement la ferme, qui s'ajoutera aux 20 hectares déjà exploités à l'époque.

Les Pellerin tentent de faire annuler la reprise en 1972, mais le tribunal refuse l'évidence et valide la reprise.

Deux stratégies de riposte vont successivement se dérouler.

### L'OPPOSITION A L'EXPULSION

Dans un premier temps, le syndicat local avait obtenu un sursis d'un an mais était réticent à organiser la résistance à l'exploitation.

En novembre 1974, plusieurs centaines de paysans répondent à l'appel des Paysans Travailleurs et organisent un tour de garde.

Le 20 novembre il s'oppose aux flics et à l'huissier qui repartent bredouilles.

Pendant l'hiver les expulsions sont interdites et jusqu'en juin 1975 les Pellerin sont maintenus sur l'exploitation grâce à la solidarité paysanne.

Pourtant, le 27 juin, à 6 H du matin, une véritable armée (600 CRS protégés par une auto-mitrailleuse) investit la ferme : les Pellerin sont déportés dans le Maine et Loire avec leurs animaux.

Aussitôt les paysans partent à leur recherche et les ramènent à Messenger où ils

sont logés provisoirement chez un paysan travailleur.

### LA NOUVELLE INSTALLATION ET L'ACTION JUDICIAIRE

N'ayant pu empêcher l'expulsion, les paysans décident de trouver une autre ferme pour les Pellerin.

Des terres sont aménagées, une étable est reconstruite et les Pellerin s'installent bientôt dans «la ferme du 20 novembre» où les travaux d'hiver sont effectués collectivement.

Mais, on n'en reste pas là et les Pellerin, le 21 avril 1977, assignent la fille Retier en justice pour faire constater la reprise abusive, obtenir la réintégration et des dommages-intérêts.

Tinière, l'avocat des Pellerin, n'a aucune peine à démontrer qu'en réalité, seul Clovis Retier exploite la ferme, sa fille lui servant de paravent.

L'avocat des Retier se contente d'affirmer qu'on ne

peut pas revenir sur la première décision de 1972.

### UN PRÉCÉDENT SOLIDE

Le 21 juillet 1977, le tribunal reconnaît que la reprise de la ferme a été exercée abusivement par M. Retier.

Le tribunal condamne Jacqueline Retier à 70 000 F. de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi lors de l'expulsion, du préjudice moral et économique.

—Le tribunal a simplement appliqué la loi, mais n'a pas ordonné la réintégration des Pellerin.

—Le tribunal n'a pas repris totalement la demande de dommages et intérêts présentée par les Pellerin (103 900 francs demandés, contre 70 000 F. obtenus)

—Au total pourtant, c'est une victoire du travail sur la propriété et cette décision constitue un précédent solide pour des conflits futurs.

## INFORMATIONS GENERALES

Chatenay Malabry : l'expertise confirme

## Mustapha Boukhezer tué de deux balles tirées à bout portant

La confirmation de ce que les témoins disaient : l'exécution par le brigadier Marchandon de Mustapha Boukhezer blessé à terre, a été apportée par les experts en balistique désignés par le parquet de Nanterre. Le 25 août, les policiers de Sceaux surprennent un hold-up à la poste de Chatenay-Malabry (Hauts de Seine). Les gangsters s'enfuient, le brigadier Marchandon tire, blesse Mustapha Boukhezer qui s'écroule et arrive près de lui l'achève de plusieurs balles dans le dos. Le brigadier Marchandon prétend qu'il s'est senti menacé, qu'un des gangsters était armé et qu'il a tiré à distance. Or non seulement Boukhezer était désarmé, mais l'expertise le confirme une des deux balles a été tirée «à bout portant» et la seconde à quelques centimètres.

Le brigadier Marchandon s'était déjà avant cette bavure illustré à deux reprises. Le 3 septembre 1974, à la suite d'un hold-up, il tira sans sommation sur un gangster en fuite et l'abattait. Trois jours plus tard il récidivait en abattant un petit voleur désarmé qui s'enfuyait. Aucune sanction n'avait été prise, il avait seulement été muté au commissariat de Sceaux. Encouragé par cette impunité, il a tué à nouveau à Chatenay Malabry. Recommencera-t-il ? Mercredi aucune information judiciaire n'était ouverte contre lui, malgré ces preuves accablantes. Marchandon est toujours armé et toujours flic à Sceaux.

La municipalité de gauche Chatenay-Malabry après cette affaire a demandé l'installation d'un poste de police sur cette commune...

## Enseignement supérieur le nombre de boursiers en baisse

Selon les statistiques du ministère de l'Éducation, le nombre de boursiers de l'enseignement supérieur a diminué l'an dernier par rapport à l'année précédente. Il y avait en 1975-1976, 113 400 boursiers et seulement 108 600 en 1976-1977 alors que le nombre d'étudiants avait augmenté, s'établissant à 850 000.

## Incendie d'un fût de déchets radioactifs à Sarclay

Mardi soir un incendie s'est déclaré à la suite d'une explosion dans l'aire de stockage du Centre d'étude nucléaire de Saclay (Essonne). Un fût contenant des déchets radioactifs a commencé à brûler. Les déchets radioactifs issus des expériences effectués à Saclay sont retraités sur place, puis noyés dans du bitume et mis à l'abri dans des fûts de béton. L'intervention rapide de l'équipe de sécurité a permis d'éviter l'extension de l'incendie et ses conséquences : la contamination radioactive. Comme la plupart des accidents qui se produisent celui-ci était considéré comme ayant une probabilité pratiquement nulle.

## Strasbourg : manifestation contre la centrale de Fessenheim

A l'occasion de la venue de Monory pour l'inauguration de la foire européenne de Strasbourg, une manifestation était annoncée par les comités anti-nucléaires, protestant contre la centrale nucléaire de Fessenheim qui vient de redémarrer après plusieurs incidents.

### SEVESO

La responsabilité de la dioxine dans la mort d'une femme de la région de Seveso, déçue d'un cancer du pancréas semble établie. Des traces de dioxine ont été retrouvées dans le corps de cette femme morte en février dernier, soit sept mois après l'accident de l'icmesa. L'en-

quête judiciaire en cours devra dire si les doses de dioxine présentes dans le corps étaient suffisantes pour provoquer la mort. Dans ce cas les dirigeants du trust suisse Roche, propriétaires de l'icmesa seraient inculpés d'homicide involontaire.

## La hausse de l'allocation de rentrée scolaire

# Une opération publicitaire payée par les allocations

● 300 F de plus pour l'allocation scolaire de rentrée. C'était la mesure « surprise » annoncée par le Conseil des Ministres d'hier. Ce qui amène l'allocation scolaire de rentrée de 154 F à 454 F. L'allocation sera versée au plus tard le 1<sup>er</sup>

octobre, aux familles dont le revenu brut n'excédera pas 3 200 F par mois (pour une famille de deux enfants). Le gouvernement affirme que cinq millions cent mille enfants seront concernés par la mesure.

## QUI VA BÉNÉFICIER DE LA MESURE ?

L'allocation de rentrée scolaire, qui a été créée en 1974 aurait du atteindre 154 F cette année, sans nouvelle mesure.

Cette allocation est versée pour les enfants entre 6 et 16 ans d'âge et pour un revenu brut (hors allocations diverses) de 3200 F par mois et par famille. Le gouvernement affirme que plus de cinq millions d'enfants seront concernés, ce qui ne va pas sans susciter un relatif étonnement tant de la part de la Confédération Syndicale des Familles (CSF) que de la confédération Syndicale du Cadre de Vie. Pour atteindre ce chiffre, les critères d'attribution seront-ils modifiés ? En particulier la limite d'âge inférieure sera-t-elle abaissée pour en faire bénéficier les enfants scolarisés en maternelle ? Sur ce point le conseil des ministres n'a pas encore fourni d'indications.

Compte tenu du niveau particulièrement bas du plafond (3200 F) la majorité des familles populaires (où mari et femme travaillent et qui dépassent donc souvent un peu ce plafond) ne seront pas concernées. La « rallonge » accordée ne sera même pas équivalente du point de vue budgétaire, à la somme débloquée il y a deux ans lorsqu'une majoration exceptionnelle de 250 F avait été accordée à 11 millions d'enfants. On est même loin du compte : l'« effort » actuel représente 1 milliard 500 millions contre deux milliards 750 millions en 74 !

## QUI VA PAYER ?

D'après les chiffres fournis hier par les services du Premier Ministre, la « rallonge » sera couverte pour 1 milliard 270 millions par les Caisses d'Allocations Familiales et pour seulement 230 millions par le gouvernement, soit 17% du total ! Le reste, soit les 83% est financé par les allocataires, c'est à dire les familles ! Un tour de passe-passe budgétaire et une propagande bon marché pour Barre ! La manœuvre est d'autant plus grossière quand on sait que le pouvoir d'achat des allocations familiales a diminué de 50% (compte tenu de l'inflation) et que le gouvernement se refuse à augmenter le montant des allocations familiales



pour l'ensemble des familles populaires !

C'est donc en prélevant sur ce qui est dû à la masse des allocataires que le gouvernement finance l'aumône accordée à une partie d'entre eux, en se donnant des airs de générosité.

## L'ALLOCATION COUVRIRA-T-ELLE LES FRAIS DE LA RENTRÉE ?

Cette allocation couvrira-t-elle, au moins (malgré ses limites), les frais scolaires des enfants concernés ?

Les frais de rentrée pour deux enfants représentent à peu près 60 à 65% de son salaire pour un « smicard ». D'après les sondages pratiqués l'an dernier par les militants de la CSF, il fallait compter en

moyenne 540 F pour un enfant, en excluant encore l'achat des livres scolaires. Compte tenu des hausses enregistrées cette année, c'est entre 600 et 700 F qu'il faudra dépenser cette année par enfant pour la rentrée. Autres frais : le financement par les familles de multiples manuels « complémentaires » destinés à compléter le livre principal (gratuit) et ce dans plusieurs matières. Le contenu même des manuels scolaire s'appauvrit également incitant les enseignants à conseiller aux familles l'achat d'autres ouvrages, pour le plus grand profit des éditeurs...

A rajouter à cela le prix des cantines, des transports scolaires... les 540 F, s'ils sont loin d'être superflus ne sont pas suffisants.

La démarche gouvernementale qui consiste à dispenser de multiples aides diverses, aussi nom-

breuses que dérisoires est en elle-même à dénoncer. Elle va à l'encontre de la définition et de la satisfaction des droits des travailleurs, de leur exigence de salaires plus élevés pour un niveau de vie décent. Elle est le complément logique de la bien illusoire gratuité scolaire, de la politique de chômage et bas salaires menée par ailleurs

Pierre PUJOL

## Achats précoces pour une rentrée « serrée »

« Pourquoi j'achète déjà les affaires pour la rentrée de mes enfants ? Eh bien, cela me permet de mieux étaler mes achats et d'acheter moins cher. Cette année nous avons décidé de nous y prendre très tôt, avant que tout n'augmente encore comme à chaque rentrée. »

Poussant son caddie d'une main, cette mère de famille « épulche » le rayon fournitures scolaires de l'hypermarché de la Porte de la Villette à Paris. « On essaye bien de faire quelques achats tout de suite, mais c'est difficile de tout acheter ! Par exemple l'an dernier sur la liste fournie par l'école, il fallait une boîte de peinture. Alors on hésite à acheter la même, dès fois qu'on nous demande autre chose ». Pour ce couple, avant chaque achat on discute ferme de sa nécessité. « C'est qu'avec deux enfants à équiper et à habiller, il faut un peu calculer ». Le nombre des achats scolaires a pratiquement doublé par rapport à l'année dernière dans ce magasin à la même période. Simple prévention des hausses à venir ?

Pas seulement semble-t-il. « Nous avons écourté nos vacances cette année, nous sommes rentrés plus tôt. Le ciel était trop lourd et la bourse trop légère... ». On hésite entre les articles. Des cartables gibecières on en trouve certes à tous les prix entre 25 et 100 F environ. Mais c'est le délicat compromis à faire entre le bon marché et la résistance à l'usage. Les trousseaux complètes sont proposées à 20 F, comprenant règle, feutres et stylos bille. La pochette complète de crayons feutre coûte entre 8,90 F et 10 F. Les classeurs sont entre 10 et 20 F, sans compter les blocs de pages perforées (et multicolores).

Au rayon vêtements pour enfants, les prix ont déjà décollé. Les blousons sont à plus de 100 F, on ne trouve pas de manteaux à moins de 200 F et les pantalons tournent entre 80 et 100 F. Il faut encore rajouter les chaussures (50 F au moins), la tenue de gymnastique et les basketts. « Sans compter les livres il faut compter 700 F au moins par enfant maintenant ! ». Les mesures de Barre sont appréciées soit comme une aumône : « Cela ne couvrira pas nos dépenses. Cela concerne trop peu de gens », soit comme un maigre dû, « si on nous donne de l'argent, on ne le refusera pas bien sûr, surtout qu'il y a encore les impôts à payer ! ».

« Nous on a pas le « bonheur » de gagner moins de 3 200 F par mois ! Du reste je ne vois pas comment on s'en sortirait avec les loyers actuels ! ».

Qui va en bénéficier au juste ? « Nous gagnons moins de 3 200 F par mois, mais comme les enfants ont moins de six ans, je ne sais si nous toucherons quelque chose ».

## GAZ MORTEL SUR LES CÔTES NEERLANDAISES

L'« Attica Unity », un cargo grec est en feu depuis une semaine dans l'embouchure de l'Escaut aux Pays Bas. L'incendie s'est déclaré jeudi dernier alors que le bateau venait de quitter le port d'Anvers en direction de l'Afrique du Sud. Ce cargo de 8 100 tonnes transporte des grains d'orge et des produits chimiques dont du calcium, du natrum (carbonate de sodium)... En brûlant ces produits forment du gaz cyanhydrique gaz mortel employé dans les chambres à gaz aux USA pour les exécutions des condamnés à mort.

Lorsque le feu a pris, le navire était à un kilomètre des côtes. Inconscience ou incompétence, on a rapproché le bateau des côtes, jusqu'à 300 mètres du village de Catzand, à la frontière des Pays Bas et de la Belgique. Les 300 habitants de ce village et les vacanciers sont évidemment très inquiets. Un plan d'évacuation d'urgence a été mis sur pied et les plages sont interdites. Si les 8 000 litres de mazout du bateau s'enflamment il y aura risque d'explosion. Dans ce cas un nuage de gaz cyanhydrique peut se former et si le vent le

pousse vers les côtes, les conséquences seront incalculables. Pour l'instant l'équipage du bateau a dû être hospitalisé et les pompiers dont certains ont été intoxiqués ont dû battre en retraite.

Il est pour le moins étonnant que des mélanges de produits chimiques représentant un tel danger en cas d'incendie, puissent se trouver réalisés sur un navire. Mais on a déjà vu à plusieurs reprises dans le passé que les règles de sécurité les plus élémentaires n'étaient pas respectées en navigation maritime.

## CREYS-MALVILLE : LIBERATION DE 2 ALLEMANDS CONDAMNÉS

Joseph Schweitzer et Hans Jager, deux des manifestants allemands de Creys-Malville condamnés à trois mois de prison dont deux avec sursis ont été libérés jeudi. Quatre autres manifestants

demeurent en prison. A la suite du jugement en appel du tribunal de Grenoble qui avait pour l'essentiel confirmé le lourd verdict de Bourgoin, les condamnés, ont demandé la cassation.

## POLITIQUE

## UN MANIFESTE FATIGUANT

C'est après neuf heures de discussions laborieuses que se sont séparés les délégués RPR, CNI, CDS, et PR, non sans s'être mis d'accord sur «le corps du manifeste» de la «majorité». Guéna du RPR, a précisé à sa sortie de la réunion : «Nous avons délibéré toute la journée pour rédiger le manifeste. Nous avons fait du bon travail, et en fin d'après-midi, on peut dire que le corps du manifeste est rédigé et adopté. Alors comme il était tard et que nous avions beaucoup travaillé, nous nous sommes donnés quelques jours de réflexion pour rédiger la conclusion.» Terminé normalement lundi, le texte de ce manifeste qui ne devra pas excéder 16 pages, sera soumis aux différentes formations dans le courant de la semaine prochaine, pour être «présenté au public» avant le sommet de la gauche, donc avant la mi-septembre. Le RPR semble pressé de terminer cette corvée, pour pouvoir se consacrer à sa campagne propre ; c'est lui qui a limité ce manifeste pour ne

pas être lié d'une quelconque manière aux autres partis de la «majorité». Il apparaît ainsi comme le «père» du manifeste, l'ayant épuré de tout point qui ne le satisfaisait pas. Ce «corps» dont parle Guéna est bien faible : réflexion, ou «bilan de la Vème République», critique du Programme Commun, présentation des orientations de la «majorité». Le PR et le CDS auraient préféré y voir figurer des perspectives, voyant en fait dans ce manifeste un programme. C'était sans compter sur le RPR, et sa stratégie électorale.

Accepter de s'accorder sur un «programme commun de la droite», c'était de fait pour le RPR, se mettre sous l'autorité du Premier Ministre. Or, on l'a vu, ce n'est pas la démarche du Chirac, qui se veut une alternative plus qu'une partie de la «majorité» ! Là est la véritable raison de l'aspect squelettique de ce manifeste.

Olivier LUSSAC

Philippe de Commines  
Qui êtes vous ?

C'est la question que beaucoup de monde se pose suite à la publication du livre «Les 180 jours de Mitterrand» qui sur le ton de la chronique décrit jour après jour, ce que pourrait être la vie politique en France dans les six mois qui vont suivre la prise du pouvoir par la gauche en mars 78, concluent à la rupture du gouvernement PS - PC.

«Il s'agit d'un ouvrage collectif» a affirmé une personne présentée comme l'auteur, interviewée par Yvan Levaï sur Europe 1 jeudi matin.

«Nous ne sommes liées ni de près ni de loin à la majorité, nous y avons quelques relations».

«Nous avons aussi quelques relations de bord de François Mitterrand qui nous ont fourni quelques témoignages».

— A qui ce livre rend-il service ?

Selon l'auteur «à la réflexion et à la lucidité mais à aucune paroisse en particulier».

Qui c'est vrai je dramatise ce qui va se passer en 78 du moins en ce qui concerne le premier gouvernement de la gauche (...). Nous montrons de l'admiration pour le dynamisme de Jacques Chirac, pour la franchise de Marchais (...). C'est vrai nous avons de la sympathie pour les deux hommes que sont Giscard et Mitterrand. Seule la vérité est révolutionnaire s'est-il payé le luxe de conclure.

Cet Objet Imprimé Non Identifié n'a pas fini de faire parler de lui.

Rentrée  
parlementaire

La prochaine session parlementaire s'ouvrira le 3 octobre et se terminera le 21 décembre. Elle sera consacrée pour l'essentiel à la discussion de la loi de finances pour 78.

A «l'Eure»  
de la désunion  
de la gauche

Une élection municipale partielle doit avoir lieu à Bernay dans l'Eure, l'élection de

deux conseillers municipaux de la droite venant d'être invalidé. Le PCF se plaint amèrement de l'attitude peu coopérante du député socialiste local qui refuse de constituer une liste d'union.

Internationale  
Socialiste

C'est au Canada, à Vancouver que se réunira l'Internationale Socialiste du 2 au 5 octobre 78. 70 pays y seront représentés par 350 délégués ; c'est, paraît-il la première fois que cet organisme se réunit hors d'Europe.

## Le conseil des ministres

NOUVEAUX CADEAUX  
AUX PATRONS

● C'était prévu ! Avec la rentrée —électorale— le 3<sup>e</sup> temps du plan Barre commence sur un rythme lent : mesures dérisoires de «soutien ponctuel» à l'économie, qui doivent prouver, comme Barre en a fait l'annonce au conseil des ministres, que grâce à son action et aux sacrifices imposés, l'«assainissement» de l'économie est désormais suffisamment entamée pour permettre un début de «relance».

Le morceau à sensation, c'est l'allocation de rentrée portée à 454 F par enfant de moins de 16 ans dont les familles gagnent au maximum 3 200 F par mois. Selon le gouvernement, elle concernerait cinq millions d'enfants. C'est pourtant une fois de plus, l'aide aux entreprises, qui constitue l'essentiel des mesures décidées dont l'abaissement du coût du crédit bancaire

(qui passe de 9,60 % à 9,30 %) et le rabaissement du taux de l'escompte (qui revient à 9,5 %) ; le Crédit National accordera, dans des conditions privilégiées des prêts aux entreprises jusqu'à concurrence d'un milliard de francs —500 millions de francs de crédits supplémentaires échoieront aux collectivités locales. Enfin, 900 millions seront débloqués par l'État en autorisation de programme, destinées essentiellement, nous dit-on aux travaux publics et au logement.

Les 5 à 6 milliards de francs que représentent ces mesures, tout en aggravant le déficit du budget, ne parviendront pas à tromper sur les intentions et l'incapacité gouvernementales. Travaux publics ? On nous les promet depuis plus de 6 mois ! Prime de rentrée ? Et le mois suivant ? Entre la démagogie électorale et le bluff, la «relance» se porte mal.

## Chômage : d'une mystification à une autre

La campagne pour les 300 000 emplois lancée par le patronat s'est révélée pour ce qu'elle était : un bluff. On a beau nous montrer sur TF 1 des «entreprises modèles» qui ont embauché 60 stagiaires payés par les fonds publics et qui seront «sélectionnés», à la fin de leur stage, pour être embauchés définitivement en fonction des besoins, les chiffres sont là : plus d'un million trois cent mille chômeurs, probablement un million huit cent mille à la fin de l'année.

Les discours prononcés par le premier ministre au cours de son «tour de France» qui l'a conduit de Quimper à Toulouse en passant par Montpellier, Colmar et Charleville, ont donné la mesure de l'incapacité gouvernementale à remplir les objectifs annoncés à grand éclat : les travailleurs de la SNIAS, à Toulouse, ont attendu en vain l'annonce de réalisations dans l'aéronautique. Ceux du bâtiment, dans l'Hérault, n'ont pas vu venir les commandes annoncées depuis six mois (et qu'on nous promet à nouveau aujourd'hui !) ; le chômage est particulièrement élevé dans leur branche, et les carnets de commande, eux, sont au plus bas, selon les études de l'INSEE.

Faute d'avoir atteint ses objectifs, le premier ministre hésite aujourd'hui à entrer dès maintenant dans la «troisième phase» de son plan, celle de la relance —Ce n'est pas la propagande faite pour «aller à l'ASSEDIC se renseigner sur les possibilités de départ en pré-retraite à 60 ans avec 70% de votre salaire brut» qui peut tenir lieu de projet cohérent— La relance ne sera que «modérée», il n'est pas certain qu'elle se traduise par une diminution du nombre des chômeurs suffisante avant les élections de 78. Cela permet d'ailleurs à Chirac de se poser en défenseur de l'emploi en préconisant une «relance» immédiate et massive.

Faute d'avoir voulu —et pu— enrayer la montée effective du chômage, Barre tente au moins de le cacher. Il «découvre» —et avec lui Métais, directeur de l'ANPE,

auteur déjà d'une circulaire bien connue visant à éliminer le maximum de chômeurs inscrits— les incroyables lourdeurs de l'administration, qui «comptabilise des chômeurs qui ont déjà retrouvé un emploi» ! Bien plus : aidé par Beullac, il compte que «30 à 40% des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi sont des faux demandeurs d'emploi», des chômeurs millionnaires, des chômeurs professionnels.

Annoncée à grand renfort de publicité, cette découverte vise, à quelques mois des élections, à accréditer l'idée que les emplois existent (grâce au plan Barre !) mais que les chômeurs ne veulent pas travailler !

Ce qui permet des mesures d'«assainissement» : «Les chômeurs ne pourront plus refuser un emploi systématiquement», titrait France-Soir : sous la menace de perdre toute allocation, il faudra accepter n'importe quel emploi sous-qualifié. Et à n'importe quelles conditions. Le nombre de contrôleurs (actuellement une cinquantaine) sera renforcé. Le processus de radiation, jugé aujourd'hui trop compliqué par ces messieurs qui déplorent le «faible nombre de radiations de l'an dernier (officiellement un millier, beaucoup plus en réalité) sera simplifié. De plus, tous les 3 mois, le chômeur sera convoqué à son agence pour justifier de sa situation. Pressions individuelles et contrôle seront ainsi largement renforcés. Et ces mesures seront probablement suivies d'autres répondant au même impératif : obtenir à tout prix une réduction du nombre des chômeurs inscrits avant les élections.

Cette campagne d'intoxication sur les inscriptions abusives cache mal un échec qui, lui, est bien réel : celui du plan Barre dans son ensemble, de la campagne pour l'emploi, des mesures d'embauche. Faute de crédibilité pour la campagne électorale, il ne reste au gouvernement qu'une solution : la fraude.



## Parmi les commentaires

## CGT : UNE SITUATION QUI SE DÉGRADE

«Les quelques mesures prises ne sont pas de nature à sortir le pays de la crise. Les crédits annoncés pour le bâtiment et les travaux publics, tout en profitant essentiellement aux monopoles de ces secteurs, ne sont pas susceptibles de surmonter les difficultés que connaissent ces industries. L'allocation exceptionnelle pour la rentrée scolaire est sans commune mesure avec la perte du pouvoir d'achat subie par les familles, les besoins des travailleurs et la nécessité d'une importante relance de la consommation. Les dispositions gouvernementales n'apportent pas à l'activité économique le soutien actif et important dont celle-ci a besoin. Par conséquent la situation ne peut que continuer à se dégrader».

## CFDT : PAS D'ESPOIR POUR LES CHÔMEURS

«Le premier ministre n'annonce rien qui puisse donner espoir aux chômeurs. Il est obligé d'accorder quelque chose aux familles dont la situation devient dramatique, il doit lâcher un peu d'oxygène à des industries moribondes, mais au total ses injections d'argent atteignent à peine le 1/5 de celles de septembre 75 qui avaient juste stabilisé le chômage. La consommation va rester insuffisante pour provoquer une reprise. La France est au bord d'une nouvelle récession, le chômage a progressé de 25 % en un an ; les mesures en faveur de l'emploi des jeunes n'ont produit aucun résultat tangible (...) Des transformations fondamentales des mécanismes économiques sont indispensables».

CNPf : UN ENSEMBLE COHÉRENT  
ET ÉQUILIBRÉ

«C'est un ensemble cohérent et équilibré (...) qui produira ses effets progressivement».

ET POUR FINIR CE COMMENTAIRE  
D'UN JOURNAL TRÈS PROCHE  
DU PARTI SOCIALISTE

«On ne peut s'empêcher d'avoir de l'estime pour Raymond Barre. Un refus certain de la facilité, du goût pour le courage et même l'insolence, une fois évidente pour sa mission, tout cela nous change de la démagogie et du laxisme habituels !!!

## Nouvelle polémique à gauche

BATAILLE  
AUTOUR DES CADRES

● La Conférence de presse que devait donner ce matin l'Union Confédérale des Ingénieurs et cadres CFDT marque en quelque sorte une nouvelle étape dans la polémique qui s'est instaurée au sujet de la hiérarchie des salaires. C'est en effet Maire qui a lancé le débat en déclarant : « Il faut imposer des ponctions plus importantes sur les revenus élevés et freiner l'évolution des revenus moyens ». Nous faisons aujourd'hui le point de cette polémique avant de revenir demain sur le problème plus général de la hiérarchie en système capitaliste, et des énormes abus qu'elle développe.

Précisons tout d'abord que la polémique concerne avant tout la gauche, qui prépare son éventuel succès de 78. A propos de la CGC, Le Guen, de la CGT, a tout à fait raison quand il parle du « contenu catégoriel et réactionnaire de cette organisation ». Notons simplement qu'il tient un autre langage lors de la participation de la CGC à ses « journées d'action ».

Bien évidemment le PCF pas plus que son partenaire PS n'ont adopté des conceptions plus conformes aux intérêts de la classe ouvrière et n'ont l'intention de dénoncer et de combattre le scandale des privilèges de l'encadrement. Comment le pourraient-ils alors que l'un comme l'autre envisagent de s'appuyer d'avantage encore qu'aujourd'hui sur les cadres une fois qu'ils seront au pouvoir. Le PCF envisage de leur confier une bonne part des responsabilités qu'il aura retiré au patronat traditionnel. C'est bien parce que le PCF est pris entre la volonté de grappiller des voix, de se donner une image de « parti ouvrier » et la nécessité de ménager ceux qui forment comme toute la pierre angulaire de son projet de capitalisme d'Etat, qu'apparaissent dans ses déclarations autant de contradictions. Qu'on en juge : alors que certains responsables de ce parti se déclarent être partisans d'un resserrement de la hiérarchie allant de un à cinq « auquel on devrait parvenir au cours de la prochaine législature » d'autres affirment « qu'il ne s'agit pas d'un objectif précis ». Deuxième point controversé : s'agit-il de salaire ou de revenus après impôt ? S'il s'agit de cette deuxième éventualité cela veut dire en fait un rapport non plus de un à cinq mais de un à sept... ce qui n'est déjà plus pareil. Les choses se compliquent encore un peu quand l'UGICT (organisation de cadres de la CGT) prend position. D'après celle-ci il ne faut pas prendre 12 000 francs (cinq fois le SMIC) prévu par la gauche, comme salaire maximum puisque certaines conventions accordent 18 000 francs au plus haut de l'échelle... donc affirme le document de cette organisation : « Si

l'on veut limiter à six voir à cinq, l'écart des salaires, il faut partir du sommet des conventions, c'est à dire en clair, non pas multiplier le SMIC par cinq ou six, mais diviser le salaire maximum par exemple 18 000 F par six ou cinq ce qui donne le SMIC à 3 000 F », position visant à masquer le problème des scandaleux écarts dans la hiérarchie des salaires. Les choses, on peut le constater, ne sont pas simples, au sein même de la sphère du PCF. Claude Quin, directeur de la revue du PCF, « Economie et Politique », juge dans « France Nouvelle » de cette semaine qu'au delà de 12 000 F par mois « il ne s'agit plus du pouvoir d'acheter mais d'accumuler », on ne sait pas encore ce que son ami Le Guen, responsable de l'UGICT, pense de ce point de vue.

## LE PS MUET

Le Parti de Mitterrand que l'on entend beaucoup ces temps-ci ne s'engage pas trop sur cette question et doit juger qu'il n'avait pas besoin de cette nou-



« Si nous ne sommes pas motivés, il n'y aura ni progrès économique, ni progrès social » déclarait Charpentier dans une interview récente à France-Soir.

velle polémique en ce moment. Il n'a pas à ce jour d'autres arguments que de dire « qu'il n'a pas attendu le PCF pour s'intéresser à la question et que en ce qui concerne le resserrement de la hiérarchie (la population est réticente, qu'il faut en tenir compte). De quelle population s'agit-il ? On devine aisément que ce n'est pas sa fraction ouvrière.

Si on poursuit le raisonnement du PS jusqu'au bout, on est obligé de constater que l'autogestion qu'il nous propose c'est

encore et toujours le pouvoir des chefs dans l'entreprise, leurs privilèges et leur pouvoir exorbitant.

Ce que nous promet la gauche c'est plus encore qu'aujourd'hui, la poursuite du matraquage idéologique avec lequel depuis la petite enfance, la bourgeoisie tente de convaincre les travailleurs qu'ils sont incapables de gérer les affaires du pays ? de faire tourner les usines, en un mot incapables d'être maître de la production et de diriger la société.

François MARCHADIER

LE CERES FAIT  
UNE RENTREE DISCRETE

On n'avait pas entendu le CERES depuis le début de l'été ; une interview de Jean Pierre Chevènement au « Quotidien de Paris » lui donne l'occasion de rompre ce silence... A la question de savoir si à son avis il faut s'attendre ou non à un accord sur la réactualisation du Programme Commun, le principal animateur de la minorité du PS répond : « Pour ma part je suis convaincu qu'il y aura en fin de compte un accord sur le Programme Commun correctement actualisé. Ni le PS ni le PC ne

sont candidats au suicide. La volonté unitaire de notre peuple balayerait celui qui prendrait la responsabilité de l'échec. Aucune des divergences actuelles n'est insurmontable. L'idée d'un programme commun qui laisserait subsister des divergences importantes aussi bien que l'idée d'en revenir à la version 72 du Programme Commun qui laisserait des chapitres en blanc comme certains responsables communistes semblent l'envisager, ce serait un retour à la plate-forme type FGDS-1968 bref l'absence de

Programme Commun, ce serait un formidable recul (...)

Sans doute, il y a dissimulées au sein de la gauche même, des tentatives nostalgiques et complémentaires : j'ai souvent évoqué cette conjonction de la « ligne Soares » et d'une « ligne Cunhal » qui ramènerait la gauche à ses anciennes divisions, mais même conjuguées ces deux lignes ne peuvent l'emporter aujourd'hui (...)

Curieusement on peut remarquer qu'exception faite de la force de frappe à aucun moment, Chevènement ne prend position sur le fond de la polémique actuelle à propos des questions essentielles qui divisent Marchadier et Mitterrand...

## Beullac à Antenne 2

« Vous savez que toutes les études qui ont été faites ont montré qu'il y a de l'ordre de 20 à 30 % de demandeurs d'emplois dans les agences qui ne sont pas des gens cherchant vraiment un emploi. Il y en a plus de 10 % qui ont un emploi et qui ne sont pas encore radiés des listes. Vous en avez qui sont là uniquement pour des raisons de protection sociale et vous avez les refuseurs d'emplois, qui ont parfaitement le droit de refuser les emplois, même si cela correspond à leur qualification ou à la région dans laquelle ils habitent, mais alors il ne faut pas qu'ils surchargent l'agence pour l'emploi. Et puis il y a les fraudeurs, et bien entendu il faut que vous sachiez que le fraudeur, c'est quelqu'un qui touche de l'argent de l'Etat ou des assedics, donc de l'argent de nous tous. Nous allons renforcer les contrôles. Dans les cas de ce genre, les directives sont données de supprimer l'aide publique, et je pense que les partenaires sociaux supprimeront l'aide des assedics. »

## Airbus interdit à Moscou

La vigoureuse campagne du PCF dénonçant l'interdiction américaine qui vise Concorde risque d'être gênée aux entournures.

En effet, on vient d'apprendre que l'Airbus, autre fierté de notre industrie aéronautique, n'a pas reçu l'autorisation d'atterrir... à Moscou. Les Américains arguent de la pollution excessive, les russes prétextent « la trop grande exigüité des locaux de l'aéroport ». La propagande du PCF à Toulouse étant axée principalement sur Concorde et son manque de débouchés, le comité de Toulouse du PCF s'est cru obligé de condamner la décision soviétique. A quand des affiches « les russes refusent l'airbus, refusons les yllouchines » ?...

## A nos lecteurs

## Suite de la page 1

Les raisons qui nous poussent à faire cette expérience sont liées au développement du système de téléimpression qui a déjà perturbé l'année dernière la distribution de notre journal dans deux régions, celle de Marseille et celle de Bordeaux et Toulouse. Nos lecteurs savent que la téléimpression, ou fac-similé, est un procédé introduit par Hersant, initialement, qui permet de transmettre à distance une sorte de photocopie des pages d'un journal. L'avantage, c'est qu'au lieu d'imprimer la totalité du tirage à Paris, et d'acheminer ensuite les journaux par train, voiture ou avion, le tirage pourra être fractionné entre différents points d'impression dans toute la France: Ce qui permet d'une part des économies de transport, d'autre part pour les grands journaux nationaux, d'incorporer des pages régionales, fabriquées sur place, et donc de réaliser avec la presse régionale. L'introduction de la téléimpression sur les deux régions citées a entraîné la suppression par les NMPP des deux avions desservant ces régions, ce qui a pour conséquence que les journaux ne recourant pas à la téléimpression sont condamnés à voyager par train avec le décalage horaire extrêmement important que cela introduit.

Or, d'un point de vue économique, l'introduction de la téléimpression n'a pas les mêmes conséquences pour tous les journaux. Alors que pour les journaux à grand tirage, le fractionnement de ce tirage en plusieurs points d'impression ne constitue pas une charge

financière extrêmement lourde au regard des économies de transport réalisées, c'est le résultat contraire qui est obtenu pour des journaux à tirage plus limité comme le nôtre. C'est pourquoi déjà l'année dernière, renonçant à la utiliser la téléimpression, nous avons été obligés de confectionner deux éditions du Quotidien du Peuple, l'une tirée au milieu de l'après-midi et destinée à nos abonnés et à nos lecteurs de ces deux régions, l'autre tirée en fin de journée et destinée au reste de la France. Cette formule, outre qu'elle est assez onéreuse, est remise en cause aujourd'hui par l'annonce de la mise en route de la téléimpression dans une troisième région, celle de Lyon, mise en route qui doit être effectuée avant la fin de l'année. La généralisation en progression de la téléimpression rendrait donc sans objet notre deuxième édition ; c'est ce qui nous pousse à ne réaliser plus qu'une seule édition, du soir pour la région parisienne, du matin pour la province.

Nous espérons que cette transformation satisfera nos lecteurs et qu'ils seront nombreux à nous faire connaître leur avis là-dessus. La bataille d'idées extrêmement intense qui s'annonce pour cette année avec les échéances électorales et leurs lendemains, réclame que notre journal tienne toute sa place et soit une arme aux mains de nos lecteurs. Nous espérons que cette formule de parution, qui permettra à nos lecteurs de disposer plus tôt de leur journal, le permettra.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77716  
Directeur de Publication : Y. Chevêt  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## INTERNATIONAL

Assad prêt à traiter avec Israël

## REPONSE FERME DE L'OLP

«Si Israël est prêt à reconnaître les droits des Palestiniens dans leur totalité sans vouloir discuter avec l'OLP, nous accueillerons bien cette proposition» déclarait Assad à la presse américaine mardi. Le président syrien envisageait également que l'OLP puisse être présente à la Conférence de Genève au sein d'une délégation de la Ligue Arabe.

Les propos d'Assad corroboraient les affirmations du département d'Etat américain selon lesquelles Cyrus Vance, le secrétaire d'Etat américain avait, au cours de sa mission au Proche-Orient, reçu l'assurance que l'Égypte, la Syrie et la Jordanie étaient prêtes à signer la paix avec Israël.

Toute la déclaration de Assad à la presse américaine est une réponse aux conditions américaines pour un tel accord. Celles-ci étaient au nombre de trois : des relations diplomatiques devaient être établies entre Israël et ses voisins, Israël devait se retirer des territoires occupés en 1967 à l'exception de «quelques modifications mineures», une «entité» palestinienne devait être créée dont le statut pourrait être déterminé par une «auto-détermination» des palestiniens.

Malgré les conditions émises par Assad pour

l'ouverture des relations diplomatiques avec Israël, ses propos risquent de rejoindre les exigences américaines sur un point : placer l'OLP en dehors de tout règlement, Assad envisageant une représentation des palestiniens par le biais de la Ligue Arabe. Dans ces conditions, l'exigence formulée par Assad que soient reconnus les droits du peuple palestinien serait sans signification et risquerait de n'être qu'une tentative pour camoufler une nouvelle attaque contre l'OLP.

Le rejet par l'OLP au début de la semaine de la médiation américaine et de la résolution 242 de l'ONU parce que celle-ci «ignore tous les droits du peuple palestinien» a démontré une fois de plus que l'organisation palestinienne n'était pas disposée à modifier les dispositions essentielles de sa Charte : le droit des palestiniens à vivre dans leur patrie. Depuis la mi-août, les

L'OLP a coupé court à ces manœuvres en répondant : «l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien. C'est nous qui parlons en son nom et personne d'autre». D'autre part, le premier ministre sioniste Begin a rejeté la proposition syrienne la jugeant «inacceptable».

«forces arabes de dissuasion» pour l'essentiel syriennes, ont renforcé leur dispositif autour des camps palestiniens. De leur côté, les fascistes libanais ont demandé le retrait des palestiniens du Sud-Liban et «la répartition de tous les palestiniens du Liban dans les pays membres de la ligue arabe». Faute de quoi, menacent-ils, ils réviseraient «leurs relations avec l'Etat». En d'autres termes, ils font resurgir la menace de la division du Liban, à l'origine de la guerre qui a ravagé le pays pendant 18 mois. Ils suscitent de nouvelles pressions politiques et militaires contre l'OLP.

Au lendemain du voyage de Cyrus Vance s'accumulent les menaces contre l'OLP, alimentées par les concessions des régimes arabes aux Etats-Unis, leurs reculs face à Israël.

Par la fermeté de sa réponse, l'OLP a montré une fois de plus qu'elle tiendrait bon devant ces menaces.

## Fin de la visite d'Arafat à Moscou

Yasser Arafat a quitté Moscou où il a rencontré les dirigeants soviétiques. Le communiqué commun affirme notamment «que la solution entière de toutes les questions du règlement au Proche Orient ne peut être atteinte que par la conférence de paix de Genève avec la participation directe de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, représentante reconnue du peuple arabe de Palestine». Si l'OLP fait ainsi reconnaître son rôle au moment où une tentative de la mettre à l'écart s'organise sous la houlette des USA, l'URSS elle tente de reprendre du terrain au Proche Orient en appelant à la réunion de la conférence de Genève.

## LA POSITION DE L'OLP

Dans un communiqué, le 26 août, le Comité Central de l'OLP déclarait :

«Le comité central souligne le rejet de tout complot visant à abolir les résolutions du Conseil National palestinien et à saboter la position arabe. Il souligne encore une fois les résolutions des sommets de Rabat et du Caire concernant les droits et la représentativité du peuple palestinien ainsi que l'engagement de la nation arabe envers la cause palestinienne.

«Le comité central a approuvé toutes les décisions prises par le Conseil National palestinien et plus particulièrement la décision sur la résolution 242 qui ignore les droits nationaux de notre peuple palestinien et présente notre cause comme un problème de réfugiés.»

«C'est sur la seule base de la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien qu'une paix juste et stable pourra être établie.»

## DÉCLARATION D'ASSAD A LA PRESSE AMÉRICAINE

(INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - 30/08/77)

## Sur les conséquences d'un éventuel règlement

«Mettre fin à l'état de guerre est une chose, imposer la volonté d'Israël concernant les relations diplomatiques, culturelles et la coopération économique en est une autre. Si je signe un accord mettant fin à l'état de guerre cela signifie qu'il y a une autre partie avec laquelle j'ai signé, et qu'Israël dans les faits existe. Mais le désir de voir se poursuivre cette existence, cela dépend des développements ultérieurs.

... Fondamentalement, le futur dépend de la disparition du caractère agressif d'Israël, qui s'est maintenu depuis sa création.

## Sur les conditions d'un règlement

Assad a mis comme condition à tout progrès des négociations la reconnaissance des droits des Palestiniens : «Je veux dire le retrait des territoires occupés en 1967 et l'application des résolutions de l'ONU sur les réfugiés palestiniens, leur garantissant le droit de retourner dans leur village natal en Israël ou une indemnisation. Sans solution au problème des réfugiés, il n'y aura pas de solution du tout.»

## Sur la représentation palestinienne

«Si Israël est prêt à reconnaître les droits des Palestiniens dans leur totalité sans vouloir discuter avec l'OLP, nous accueillerons bien cette position.»

Assad a également déclaré que, si les États arabes avaient des garanties concernant les droits des Palestiniens, il serait possible pour les Palestiniens d'être représentés par la Ligue arabe, mais que cette proposition n'avait pas encore été mise en discussion.



La force Arabe de dissuasion composée pour la plupart de soldats syriens placés aux abords des camps palestiniens.

## PALESTINE OCCUPEE

La Résistance Palestinienne annonce la réussite de plusieurs opérations militaires contre les sionistes : deux jeeps de l'armée sioniste ont sauté sur des mines sur la route d'Eilat dans le sud du pays. Leurs occupants ont été tués ou blessés.

Un attentat en plein centre de Jérusalem a tué ou blessé plusieurs sionistes et causé d'importants dégâts matériels.

## Centrafrique

## 5 MILITANTS EN DANGER DE MORT

Le samedi 20 août 1977, cinq anti-impérialistes centrafricains ont été arrêtés à Bangui sur ordre de l'empereur Bokassa, qui prépare son couronnement pour le 4 décembre prochain. Il s'agit de :

- Foky DOUNGOMA, étudiant en sciences à Paris, secrétaire général de l'Union Nationale des Etudiants Centrafricains (UNECA)
- Sopia ROMAIN, étudiant en sociologie à Tours,
- Samba Jean BERNARD, étudiant en sciences à Lyon,

- Balengué MARGUERITE, étudiante en droit à Caen,
- Blague ALPHONSE, professeur de sociologie, proviseur du lycée Barthélemy Boganda, le plus grand établissement secondaire du pays.

Aux quatre premiers, délégués de l'UNECA à la Commission Nationale des Bourses, il est reproché de ne pas s'être conformés à la «nouvelle dénomination du pays». En effet, le samedi matin, à la séance d'ouverture de cette commission, présidée par le

ministre de l'Education nationale, ils évitèrent soigneusement de parler d'«Empire centrafricain» dans leurs interventions. Maïdou, le ministre en question, se rendit aussitôt à la «cour impériale de Berengo» à 80 kms de Bangui, pour rendre compte à l'Empereur, qui ordonna aussitôt l'arrestation des quatre délégués étudiants, en même temps que celle de Blagué, accusé de complicité pour avoir hébergé chez lui l'un de ces étudiants, son parent de surcroît.

Déférés le mercredi 23 août devant le tribunal militaire, juridiction d'exception qui juge habituellement les auteurs de tentatives de coups d'état, Blagué, Sopia, Foky et Samba furent condamnés à 10 ans de réclusion criminelle pour «atteinte à la sûreté intérieure et extérieure» du pays, au terme d'un procès expéditif où il n'y eut ni avocats, ni témoins. Ils ont été incarcérés à la prison centrale de Bangui où ils subissent quotidiennement bastonnades, coups de pieds et de

poings, et autres formes de torture. A tel point que tous sont dans un état extrêmement critique. Blagué en particulier a un bras cassé et une veine éclatée. On leur a refusé toute nourriture pendant les cinq premiers jours de leur détention.

Quant à Balengué Marguerite, enceinte de cinq mois, elle a été placée en garde à vue à durée indéterminée, et ne peut recevoir aucune visite, en attendant que Bokassa lui-même statue sur son sort.

## FLATTO SHARON ACQUEREUR DU FRANCE

Le nouveau candidat au rachat du France est Flatto Sharon qui vient d'en offrir 110 millions de francs. L'escro, poursuivi en France pour diverses irrégularités aujourd'hui député proche de Begin en Israël envisage de transformer le navire en hôtel flottant à Eilat.



Honolulu

## LES PSYCHIATRES DU KGB EN ACCUSATION

Le congrès mondial de psychiatrie qui se déroule à Honolulu examinait dans sa séance de mercredi trois résolutions présentées par trois associations anglo-saxonnes condamnant les méthodes utilisées en URSS et plus généralement l'utilisation de la psychiatrie à l'encontre d'opposants politiques. Les psychiatres russes dont les représentants sont des tortionnaires connus ont tout fait pour que ces problèmes ne soient pas abordés par le congrès, et aussi pour essayer d'établir «que les témoignages irréfutables de Pliouchtch, Boukovski, Grigorenko, et des dizaines d'autres étaient exagérés et que les psychiatres russes n'avaient pour seul souci que la guérison de «malades».

Les révélations apportées par les opposants soviétiques en liberté, les témoignages actuels rapportés par les opposants à l'intérieur des accusations fondées lancées contre les pratiques imposées par le KGB, formulées par les psychiatres soviétiques,

notamment Semion Glouzman condamné aux camps de travail pour son action et le docteur Voikhanskaia qui a quitté l'URSS pour ne plus travailler pour la police, tous ces témoignages ont empêché que le

chantage soviétique parvienne à faire rayer la question de l'ordre du jour. Et à l'ouverture de la séance mercredi, 2 000 psychiatres étaient présents. Seuls manquaient les «médecins» russes qui avaient adressé une lettre au congrès affirmant que les accusations portées contre eux étaient de la «propagande». En dehors de l'URSS, les cas dénoncés d'utilisation systématique de la psychiatrie à des fins politiques sont la Tchécoslovaquie, l'Argentine, le Chili, l'Afrique du Sud et la Roumanie.



L'arrivée de Pliouchtch d'URSS : assommé par les traitements à l'haleperidol et les cures d'insuline.

### Les psychiatres du KGB :

#### Un maillon de la dictature fasciste

«C'est la police... qui perpétue les abus en psychiatrie sur une grande échelle» devait affirmer le docteur Voikhanskaia au cours d'une conférence de presse tenue à Honolulu. L'institut Serbski, l'une des principales institutions médicales est dirigée par un médecin, officier du KGB. Une partie du personnel de cet institut auprès duquel sont envoyés un grand nombre d'opposants est

également membre du KGB. C'est le KGB qui commande les expertises «médicales», permettant d'envoyer en hôpital psychiatrique qu'il désire : celui qui est reconnu sur ses instances «malade» restera enfermé aussi longtemps qu'il le jugera bon, les moyens médicamenteux serviront à briser la personnalité de l'opposant ce que recherche systématiquement la police russe.

C'est l'usage du KGB qu'ont été inventés les maladies mentales telles que «zèle réformiste», «maladie de la persécution» pour qui se plaint des harcèlements quotidiens des flics, «schizophrénie torpide» pour qui met en cause la Dictature russe quand ce n'est pas «manie persistante» pour la recherche de la vérité.»

## LA CANDIDATURE ESPAGNOLE A LA CEE

Le premier ministre espagnol Adolfo Suarez a rencontré mercredi Giscard d'Estaing et Barre. Suarez fait actuellement une tournée européenne pour présenter le dossier de la candidature de l'Espagne au Marché Commun. Il s'est déclaré satisfait de ses entretiens, laissant entendre que le gouvernement français était favorable à la candidature espagnole. De son côté, Giscard a fait savoir qu'il ne sacrifierait pas à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun l'agriculture méditerranéenne de la France. Objet de débat depuis plusieurs mois, la candidature de l'Espagne au Marché Commun est donc toujours en question.

En deux ans l'Espagne, la Grèce et le Portugal venaient faire acte de candidature. Ce brusque élargissement entraînerait nécessairement une modification de l'Europe aussi la CEE a-t-elle repoussé l'échéance en reportant le plus tard possible la candidature de la Grèce et du Portugal.

Il n'en est pas de même de l'Espagne, dont le gouvernement a fait de l'intégration à l'Europe l'axe de sa politique étrangère. Les moyens dont dispose l'Espagne pour appuyer sa candidature ne sont pas négligeables.

Depuis la mort de Franco, les obstacles à l'intégration de l'Espagne dans le marché commun ont été levés un par un. D'abord le régime a été modifié, affaiblissant les «arguments» selon lesquels la CEE ne pouvait intégrer dans ses rangs des régimes dictatoriaux.

Et puis, classée 10<sup>e</sup> pays industriel du monde, l'Espagne a donné récemment un remède de cheval à son économie en dévaluant la peseta de 25% en juillet dernier. Son succès commercial en Europe reposait

sur les salaires très bas imposés aux ouvriers.

De plus, les liens économiques sont très importants : les principales firmes exportatrices sont des entreprises étrangères installées en Espagne, Fasa Renault, la filiale espagnole de la régie occupe le premier rang des exportateurs, SEAT, la filiale de FIAT occupe le second rang, Citroën le troisième, Michelin le quatrième.

Mais l'irruption sur le marché européen de l'abondante production en fruits et en vin de l'Espagne serait un sujet de discorde supplémentaire au sein du Marché commun. Avec les mécanismes du marché, l'entrée de l'Espagne aurait des conséquences désastreuses pour les paysans et les vigneron du Midi. C'est d'ailleurs ce qui a conduit Chirac, par démagogie, à prendre position contre la candidature espagnole, et ce qui peut faire hésiter le gouvernement français en cette période pré-électorale.

### «LE SOUTIEN DES ETATS UNIS»

La candidature de l'Espagne à l'entrée dans l'Europe a reçu une impulsion importante lors des grandes rencontres entre les Etats Unis et l'Europe au début de l'année. Les Etats-Unis disposent en Espagne de leurs plus importants réseaux de bases comprenant notamment quatre bases nucléaires. En outre, ils contrôlent des secteurs économiques entiers.

A la suite du sommet de Londres, de mai dernier, où Carter a rencontré les principaux chefs d'Etat européens et du sommet de l'OTAN qui l'a accompagné, le chef de la diplomatie US, Cyrus Vance s'est rendu à Madrid pour y affirmer l'appui des Etats Unis à l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, ainsi que leur accord pour que l'Espagne intègre rapidement la CEE.

En effet, les USA veulent profiter de leurs liens privilégiés avec l'Espagne pour remettre l'Europe encore plus dépendante d'eux.

## En bref...En bref...

### Tito à Pékin

Après s'être rendu en URSS et en Corée du Nord, Tito est arrivé à Pékin où il doit rester plusieurs jours. Dans l'allocution de bienvenue qu'il a prononcée, Hua Kouo-feng a notamment déclaré : «Les superpuissances qui intensifient l'expansion des armements et les préparatifs de guerre se disputent avec acharnement en vue de l'hégémonie mondiale. Qu'elles poursuivent de la sorte leur réalité, cela aboutira un jour ou l'autre à une guerre mondiale». De son côté, Tito a affirmé qu'il était préoccupé par «la course aux armements de plus en plus dangereuse» et à dénoncer «la politique des blocs et des pressions extérieures exercées sur certains pays et menaçant leur intégrité nationale».

### RHODESIE

Les 270 000 colons blancs de Rhodesie se sont livrés à une comédie au cours de laquelle ils ont désigné des représentants du parti de Smith à tous les sièges du parlement. Comédie parce que cela ne signifie rien, les Noirs étant exclus, comédie parce que cela est dérisoire devant la marche inexorable de la guerre populaire. Mais cette victoire écrasante permet à Smith de se présenter comme le seul représentant des Blancs en Rhodesie face à l'Anglais Owen et à l'Américain Young qui poursuivent leur périple africain pour faire accepter leur plan. Celui-ci est secret mais on sait déjà que les Africains le rejettent pour ne pas avoir prévu le démantèlement de l'armée raciste. L'Afrique du Sud, après la visite des deux compères a dit qu'elle ne voulait pas imposer de solution à la Rhodesie.

### FIN DES ENTRETIENS DE SIAD BARRE A MOSCOU

L'agence Tass a indiqué que du 29 au 31 août, le chef de l'Etat somalien avait eu des entretiens avec les Soviétiques à leur demande. Le communiqué dit seulement que «les parties ont échangé leurs opinions sur des questions présentant un intérêt commun» signifiant qu'aucun accord n'a pu être trouvé.

Par ailleurs l'ambassade de Somalie en France a démenti les rumeurs lancées par le *Le tin* de Paris selon lesquelles des armes françaises seraient en cours de livraison à la Somalie, grâce au financement de l'Arabie Saoudite censée payer la note de 20 millions

de francs. Selon le *Washington Post* ni la France ni les Etats-Unis ne seraient prêts à livrer des armes tant que l'armée somalienne jouerait un rôle en Ogaden. Selon le même journal, les mêmes milieux s'attendent à une contre offensive éthiopienne en Somalie après l'échec des pourparlers de Moscou.

### PORTUGAL

Au début de la semaine, des paysans se sont violemment affrontés à la police dans la région de l'Alentejo. Ils luttent contre la restitution des terres collectivisées à leurs anciens propriétaires. Ces mesures sont le résultat d'une loi sur la réforme agraire promulguée par le gouvernement Soares.

### CHYPRE

Kyprianou qui assure l'intérim de la présidence de la République depuis la mort de Makarios le 3 août dernier, restera jusqu'aux élections qui doivent se dérouler au mois de février 1978. C'est sur la base d'un consensus de l'ensemble des partis qui ne lui ont opposé aucun candidat que Kyprianou a été nommé à la tête de l'Etat. Spyros Kyprianou est un des adjoints de Makarios depuis 1952 et il occupa des ministères importants.

Après l'invasion de l'Ile par l'armée turque, il dirige la délégation chypriote à l'ONU.

Par ailleurs le conseil de sécurité de l'ONU examine une plainte du gouvernement chypriote contre la décision du gouvernement turc d'installer des colons dans la région de Famagouste d'où les chypriotes grecs ont été chassés.



## PROGRAMME TELE

Jeudi 1<sup>er</sup> septembre

## TF1

18 h 20 - Les mystères de l'Ouest  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Cinq à sec  
 21 h 30 - La Corée du Nord. Ce reportage d'André Fontaine et Jacques Renoir est le premier qu'ait tourné une télévision d'un pays capitaliste sur la construction du socialisme en Corée du Nord.  
 22 h 20 - Bel Canto. Eric Tappy  
 23 h 20 - Journal

## A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - En ce temps - là la joie de vivre  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Madame princesse. Comédie  
 22 h 00 - Autocritique 68-75. Dans la dernière émission de sa série, Marie-Claire Schaeffer présente un couple qui s'est séparé après mai 68. Le mari, avocat parisien, était au PCF. Sa femme rejoint l'extrême-gauche. Sept ans après, chacun fait le point.  
 22 h 50 - Cyclisme : championnats du monde  
 23 h 00 - Journal

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Scènes de la vie de province  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Au rendez-vous de la mort joyeuse. Un film de Juan Bunuel (1972). Un conte fantastique.  
 21 h 50 - Un journal, un événement

## Vendredi 2 septembre

## TF 1

18 h 20 - Sandokan. Feuilleton  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La manière forte. Comédie  
 22 h 35 - Allons au cinéma  
 23 h 35 - Journal

## A2

18 h 45 - Flash d'information  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La chasse aux hommes. Feuilleton  
 21 h 35 - Ah! Vous écrivez  
 22 h 35 - Journal  
 22 h 45 - Super stars : finale

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Scènes de la vie de province  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Vendredi. Sujet du magazine : de quoi avons-nous peur? La peur des coups. A travers seulement deux cas précis, les auteurs de l'émission abordent le problème des femmes battues et des enfants martyrs.  
 21 h 30 - Planètes indigènes, planète Baruya  
 22 h 25 - Journal

## LIRE ET RELIRE

«La mémoire du peuple» (Editions Maspéro)

## UNE COLLECTION DE LITTERATURE POPULAIRE

Dans la collection «La mémoire du peuple» (Maspéro), ont paru ces derniers mois un certain nombre d'ouvrages écrits par des non-professionnels de la plume, par des travailleurs comme Agricol Perdiguier, Martin Nadaud, par des militants comme Louise Michel, par des témoins actifs et engagés comme Lluís Montagut ou Hélène Elek.

Certes, le gros inconvénient de cette collection est de proposer des livres à un prix relativement élevé (de 30 à 50 F), mais son avantage essentiel est de ressortir de la poussière des bibliothèques des témoignages rédigés par des ouvriers, d'ordinaire à la fin de leur vie de travail et d'oppression tels ces «Mémoires d'un compagnon» de Perdiguier, dit Avignonnais la vertu, qui retracent les traditions, les règles d'embauche, les loisirs des compagnons. Tels ces «Mémoires de Léonard» de Martin Nadaud, travailleur immigré dans son propre pays qui dut à 15 ans s'arracher à son pays natal, à sa famille, pour aller trouver de l'ouvrage à Paris, vivant dans un dortoir infect, se nourrissant de pain et de soupe, trimant 12 à 14 heures par jour.

La collection essaie également de recueillir des témoignages contemporains, celui du travailleur réunionnais Christian qui conte ses illusions et désillusions sur la «mère patrie» dont à l'école

on lui avait chanté les louanges et qui ne lui offre qu'exploitation et racisme. Celui de Lluís Montagut qui narre dans «J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole» sa pratique de combattant durant la guerre d'Espagne, puis dans les maquis FTP. Celui d'Hélène Elek dans «La mémoire d'Hélène» a vécu tant d'événements importants de l'Histoire, de la

Commune de Budapest à la résistance contre l'occupant nazi, son fils faisant partie du groupe de Manouchian. Elle a maintenant plus de 70 ans, mais elle dit : «J'attends ce qui doit venir, en continuant de croire qu'un jour le monde sera libéré et heureux».

Il faut espérer que dans cette collection seront accueillis maints témoignages

de travailleurs actuels dénonçant l'exploitation qu'ils vivent et retraçant aussi le combat qu'ils mènent pour «détruire l'iniquité du vieux monde et hâter l'avènement de la révolution sociale» comme l'écrivait en 1887 le prolétaire Norbert Truquin.

Paule SACONNET



Un atelier national en 1848 : l'atelier de Clichy des ouvriers tailleurs de Paris. (Photo «Le Peuple Français»)

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

56<sup>e</sup> épisode

Pendant la pause de midi, les nouvelles arrivées prirent possession de leur placard dans le vestiaire. Puis elles ressortirent pour déjeuner ; il ne resta que les habituées qui mangeaient là.

— Ils mettent les femmes à la chaîne.  
 — C'est pas plus pénible qu'autre chose.  
 — C'est des jeunes.  
 — Attends de les voir dans quelques semaines.  
 — Là-haut, avec les Algériens.  
 — Ils vont en mettre partout, sauf à la peinture.

La peinture, Lucien s'y trouvait depuis quatre jours. Je ne l'avais pas revu. Je mangeai vite et

sortis pour tenter de le rencontrer. Mais il n'y avait personne. Le froid brouillard vidait les rues. Était-il dans quelque café?

A moins dix, je me dirigeai lentement vers l'atelier. L'attention, heureusement, se portait sur les nouvelles venues. Je vis Lucien. Il plaisantait avec une des filles qui montait en tenant la rampe.

Je l'appelai ; il se retourna vivement.

— Je voulais te voir, prendre de tes nouvelles. Il paraît qu'on t'a mis là-haut.

— Ça va, dit-il avec indifférence. Et il reprit sa montée.

— Lucien !

— Quoi encore?

— Quand puis-je te voir?

Il parut ennuyé.

— Viens jeudi soir, soupira-t-il. Henri doit m'apporter des choses.

L'arrivai à ma place. Le Magyar resserrait la ceinture de son pantalon. Arezki était déjà là. Les quatre femmes passèrent en se donnant le bras. La plus jeune était très jolie. Elle me rappela Marie-Louise. Mustapha, superbement peigné, les suivait.

Plusieurs fois cet après-midi, Arezki se fâcha parce que, en allant et venant, Mustapha nous dérangeait tous.

— Puisque c'est mon anniversaire, vous viendrez ce soir avec moi prendre un verre?

Je ne répondis rien. Et il resta devant moi, tandis que le Magyar s'excusait de nous bousculer. Alors nous vîmes que nous étions immobiles sur la chaîne et que nous glissions vers l'avant.

En moi s'ouvraient trois bouches. L'une disait

« enfin... », l'autre objectait « et comment? et où? et si les gens... » De la troisième sortait un « non », mais pas celui du refus. Le non hésitant quand se produit l'événement que durant des années on a imaginé, longuement. Saisie par l'appréhension, cette bouche disait « encore un instant »...

— Alors? interrogea Arezki. Il s'adressait à Mustapha qui clopinait.

— Elle est belle, belle. Mais, pour le baratin, c'est pas facile.

— Laisse tomber, dit Arezki sèchement. Les Français n'aiment pas les bicots.

Je pris ces mots comme un défi, et, voulant le relever, je lui demandai un peu plus tard :

— Et quel âge fêtez-vous?

— Trente et un.

— Où voulez-vous me retrouver?

Son visage s'éclaira. Il s'enquit du chemin que je faisais le soir, du quartier où j'habitais. Mais il s'interrompit pour travailler, car Gilles arrivait. Il marchait vite et sa blouse voletait derrière lui.

La nuit venait, les carreaux étaient sombres. Le petit Marocain posa son marteau et dit « ouf » en se frottant le poignet. Arezki s'avança et me fit signe de tendre l'oreille.

— Vous prenez l'autobus au coin? On s'y retrouvera. Je monterai derrière vous et on descendra quelque part, en route.

Il paraît que je continuais de contrôler alors que la sonnerie avait stoppé les machines. Un ouvrier qui passait m'interpella :

— Eh, là-dedans, c'est fini...!

à suivre

## MONTEFIBRE (St Nabord - Vosges)

Reportage de Richard FEUILLET

## 1965 - 1977 : LA DESILLUSION

• Une photographie en réduction du département des Vosges, c'est ce qui nous est offert alors que l'autorail, parti d'Epinal, nous conduit à présent, en serpentant dans les forêts de sapins, vers la petite ville de Remiremont, 25 kilomètres plus au Nord.

De chaque côté de la ligne de chemin de fer, ce ne sont que petites fabriques textiles, entrepôts de moëllons, scieries, reconnaissables aux tas de planches d'une hauteur colossale. Ainsi, avant l'heure, nous est confirmé ce que nous disait quelques heures plus tard, un travailleur : «Le bois, le textile, le papier, voilà de quoi sont faites les Vosges... Enfin, ça c'était avant, maintenant on ferme». On ferme : un mot qui vient préciser les choses et qui s'illustre aussi devant nos yeux alors que nous roulons : car, au détour d'un bois, les fabriques ont parfois un drôle d'aspect : murs noircis, cheminées sans fumée, herbes folles qui courent sur le sol à proximité d'entrepôts désaffectés. 35 usines, la plupart textiles, ont fermé depuis 74 dans la région. Dans le papier carton, les choses sont équivalentes. Boussac, qui n'en est pas à son premier coup vient de menacer de rayer de la carte, des unités de production entières, si l'Etat capitaliste ne lui prête pas 50 millions de francs. Et puis, il y a eu le tout dernier sale coup, un des plus graves, juste avant les congés, le 13 juillet : la menace de fermeture de l'usine Montefibre, filiale de la multinationale italienne Montedison qui s'était déjà rendu tristement célèbre, en son temps, avec l'affaire des «bous rouges». Implantée en 65 à St-Nabord, c'était avec 1045 ouvriers et ouvrières, la plus grosse unité de production de la région. Spécialisée dans la fibre synthétique, c'était même, dit-on, l'usine la plus moderne d'Europe.



«Vosgiens nous sommes, Vosgiens nous resterons !»

Six kilomètres après Remiremont, alors que l'on croit à nouveau s'enfoncer dans la forêt, c'est soudain, après un ultime tournant, la vallée des Hautes Vosges en contre bas, avec en son centre, la zone industrielle de St Eloye, à l'intérieur de laquelle on aperçoit tout de suite l'usine Montefibre. Peut-être est ce à cause de ses immenses bâtiments de tôles ondulées alignés de la route jusqu'à l'orée de la forêt, tout au fond, à cause de son gigantisme ? Mais peut-être est ce aussi plus sûrement, en raison de ces six mots accusateurs peints sur une banderolle à l'entrée de l'usine «Europe des patrons, Europe des chômeurs». Voilà en tout cas qui vient opportunément rappeler au touriste que le 13 juillet, alors que nombre d'ouvriers postés s'apprétaient à se rendre en congés, la nouvelle de la fermeture est tombée, en provenance directe de Milan, siège social de la Montedison.

Aussitôt c'était la riposte (manifestation à Colmar le 18, occupation durant trois semaines) qui allait contraindre les patrons de Montefibre, à signer un accord devant l'inspecteur du travail d'Epinal, s'engageant à fournir à l'usine le fuel dont elles avaient besoin pour tourner 24 heures sur 24 heures et qu'elle avait supprimé pendant un temps. En outre, un premier sursis était obtenu : la fermeture était repoussée au 5 septembre.

Petite victoire qui, on s'en rend compte aujourd'hui, n'est toutefois rien au regard de la

bataille, immense celle là, qu'il va falloir engager pour obtenir la réouverture définitive de l'usine, car la direction n'a pas renoncé. Et le 5 septembre n'est pas loin. Mais revenons en arrière, onze ans auparavant.

### Les Vosges en 65 : terre de prédilection pour une multinationale

C'est en 65 que la Montedison va décider l'implantation d'une usine textile en France. Elle vient alors de se lancer dans un secteur en plein essor : la fibre textile chimique (artificielle et synthétique) qui va remplacer pour partie les matières premières traditionnelles. Un an auparavant, elle avait absorbé en partie la société italienne SNIA Viscosa, un des plus importants producteurs transalpins de fibres artificielles, opération qui va lui permettre alors de s'assurer le monopole de fait sur le marché italien des fibres chimiques, d'acquiescer de surcroît, une place dominante sur le marché Européen (17 %) et de se hausser à la hauteur des «grands» : Rhône Poulenc, Courtaulds et AKZO, groupe hollandais, les premiers des «trois».

Mais pourquoi s'implanter précisément dans les Vosges ? La fermeture effective ou prévisible d'unités de textiles traditionnelles nombreuses, entraînant l'existence d'un fort volant de chômage, lui laissera espérer la

possibilité d'économies appréciables sur les salaires. Quelques enveloppes feront le reste, importantes d'ailleurs : un certain nombre de discussions plus ou moins secrètes auront lieu avec le gouvernement gaulliste de l'époque, désireux d'arguments-choc pour maintenir Christian Poncelet dans ses sinécures de député et de conseiller municipal de Remiremont et plus largement d'assurer la continuité d'un règne assis de longue date dans la région.

Les travailleurs vosgiens, loin de toutes ces manœuvres, ne verront dans l'affaire que la promesse durable d'un emploi. Mieux : une véritable bouée de secours. C'est dans le réfectoire vide que Gérard, ouvrier d'entretien depuis douze ans, nous parle de la situation de l'époque, qui n'a d'ailleurs pas beaucoup changé. «Dans la région en 65 ? Les petites boîtes de textile traditionnelles commencent à fermer. Au côté des chômeurs, il y avait les petits paysans : dans la plaine, vers Epinal, ils ont quelques céréales, des vaches mais ici, dans les Hautes Vosges, quand les gens avaient 5, 6 vaches c'était déjà une grosse exploitation. Souvent, le mari était bûcheron, mais à mi-temps. La femme travaillait sur la terre. C'est fou ce qu'il y avait comme double emploi ! Alors, avec tout ça, les Vosges, déjà à l'époque étaient un département avec un niveau de vie les plus bas de France. Pas pire que la Vendée ou la Lozère mais c'était pire que la Gironde. Je suis Bordelais, je connais, je suis venu ici il y a douze ans me marier. Alors, quand la Montefibre est venue s'implanter, tout le monde était bien content. Ce qu'on disait à l'époque «S'il n'y avait pas eu Poncelet, il n'y aurait pas eu de boulot».

«Maintenant, on déchanté, ajoute Bernard. Mais comment n'aurions nous pas cru au développement de l'usine comme nous le promettait Poncelet ? La fibre synthétique n'était-elle pas censée remplacer la fibre traditionnelle ?» Comment en effet quand les travailleurs de surcroît, voyaient de leurs propres yeux, chaque année, s'ajouter à ce qui n'était en 65 qu'un petit atelier, de nombreux bâtiments ? Et, il y a un an encore, des techniciens japonais n'étaient-ils pas venus mettre la dernière main à des installations toutes neuves ?

Apparence trompeuse qui cachait le fait que le choix fait par la Montedison n'était dicté que par un souci immédiat de bénéfices. «La réalité c'est que finalement, on n'a jamais été qu'un pion sur l'échiquier de la Montedison, pendant 10 ans. Aujourd'hui, nous sommes devenus moins rentables que dans certains pays où les travailleurs sont temporairement plus exploités que nous». La «stratégie» de la Montedison est en effet aujourd'hui de restructurer son secteur textile, secteur engorgé actuellement, par l'implantation en Italie, à Ascera, d'une unité de production de nature identique, mais d'une capacité de production 10 fois supérieure, lui permettant une économie des coûts de production. Parallèlement, elle entend privilégier son secteur pétro-chimique, plus rentable pour l'instant, choix confirmé par la construction récente d'une usine chimique en Espagne.

### 1977 : agitation à droite

«L'affaire Montedison» entraîne à droite une agitation fébrile : il faut dire qu'elle vient contredire de plein fouet la thèse du «maintien de l'emploi», thème qui constituait ces dernières années, la pierre angulaire de tous les discours électoraux des notables de droite. Une agitation qui ne l'a pas empêchée de connaître aux dernières élections un recul non négligeable. «C'est vrai qu'avant, dans la région, on votait bien à droite. Montefibre leur a porté un coup. Enfin, les choses avaient déjà commencé ces dernières années quand les promesses faites n'ont pas été tenues».

La droite pour sauvegarder un de ses bastions, ne s'était pas contentée de promettre des emplois durables mais aussi des maisons individuelles à bas prix, pour chacun, de surcroît près de l'usine, et construites par les soins de la Montedison pour «ses» ouvriers.

«On avait jamais été si loin dans nos revendications, c'était la région idéale où il allait faire bon vivre».

Les illusions persisteront pendant un certain temps dans la mesure où la droite donnera un semblant de consistance à ses promesses, avec des prêts avantageux pour faire construire entre autres. Mais la réalité se fera

### LE GROUPE MONTEDISON

- Branches de production : matières plastiques, services, pharmacie, électro-mécanique, pétro-chimie, textile.
- 16 000 salariés. 45<sup>e</sup> société mondiale.

### MONTEFIBRE (France), filiale de MONTEFIBRE INTERNATIONAL

(18 000 salariés dans 11 usines en Europe).

- 1 042 salariés.
- 3 secteurs de fabrication :
  - nylon (bas, chemises)
  - nylon industriel (carcasses radiales)
  - polyester (fibres) : sacs de couchage, etc.
- L'usine représente 2% du capital de la Montedison.

jour. «Finalement c'est comme pour l'emploi, la Montefibre, main dans la main avec la droite pour l'essentiel se contentera de donner 1% aux HLM qui se construiront à 20 kilomètres d'ici». A Rumont, par exemple, sur les hauteurs de Remiremont «de véritables cages à poules» affirme une mère de famille, «où les gens ne peuvent pas dormir. On n'a jamais rien eu à envier à la région parisienne malgré les apparences» ajoutant : «Les gosses ? Ils restent à la maison... Car il n'y a rien de prévu pour les gosses ! Rien ! Rien sinon le parking à voitures».

«Enfin pour le moment, le problème c'est l'emploi et on ne va pas se laisser faire». Une promesse qui fait frémir M. Poncelet. Celui-ci, qui n'a plus rien à dire s'échigne encore à raconter un peu n'importe quoi. En vain : car il sait bien que le recul de la droite est devenu assez significatif ici, pour, que dans ce pays qu'on disait «arriéré», les notables RPR et Giscardiens se soient crus obligés dernièrement, de déclarer qu'ils ne lui donneraient pas leurs voix, pour les élections sénatoriales à venir auxquelles, il a décidé de se présenter n'espérant guère conserver son mandat de député en 78.

Demain, la suite de notre reportage à St Nabord : «La bataille du fuel»

Le meeting du 24 août

